

LA VIE ECONOMIQUE DE L'AVOCAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Juin 1941, à 14 heures

PAR

Stanislas WIBAULT

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. SOLUS, Professeur

Suffragants : MM. LE BALLE, Professeur
RAULT, Professeur à la Faculté
de Droit de Lille

PARIS
MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1941

LA VIE ECONOMIQUE DE L'AVOCAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Juin 1941, à 14 heures

PAR

Stanislas WIBAULT

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. SOLUS, Professeur

Suffragants : MM. LE BALLE, Professeur
RAULT, Professeur à la Faculté
de Droit de Lille

PARIS
MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1941

LA VIE ÉCONOMIQUE

DE L'AVOCAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON CHER COUSIN, LUCIEN MANCHE

*Qui tant de fois me montra l'exemple de
l'avocat à la personnalité vigoureuse,
alliant au plus beau talent une entière
indépendance et un complet désinté-
ressement.*

*En témoignage de mon affection, de
ma reconnaissance et de mon admi-
ration.*

INTRODUCTION

La guerre de 1914-1918 a provoqué d'immenses bouleversements économiques, renversant bien souvent l'échelle des valeurs sociales. Des renversements extraordinaires de fortune se sont produits : tandis que le gros commerce, la grande industrie pendant ces quatre années réalisaient d'énormes profits, que les travailleurs connaissaient les hauts salaires qu'exigeait une production portée à son maximum, les classes moyennes étaient particulièrement atteintes. Le gouvernement avait fait appel à l'épargne publique et, dans un magnifique élan patriotique, les classes moyennes avaient répondu à cet appel. Combien de petits épargnants, de modestes rentiers se séparèrent de leur or, de leurs valeurs étrangères pour souscrire aux Bons de la Défense Nationale ; quelques années auparavant ils avaient souscrit avec le même élan, la même confiance à ces Emprunts Russes qui devaient provoquer la ruine de tant d'entre eux.

Les dévaluations successives du franc provoquant une hausse continue du coût de la vie portèrent un nouveau coup, le plus rude, à ces fortunes amassées après tant d'années d'efforts. Même habilement gérées, les fortunes de la classe moyenne allaient constamment en s'amoindrissant ; les revenus ne croissaient pas proportionnellement au coût de la vie toujours en hausse. Les petits rentiers, les fonctionnaires étaient les vaincus de la grande tourmente. Si toutes les professions libérales eurent à

souffrir de ces perturbations économiques, celle d'avocat fut particulièrement atteinte.

M. Raymond Recouly, à la fin de son histoire de la Troisième République, notait la stupéfaction d'un Président de Cour d'Appel qui, ayant à connaître du procès d'un marchand de lait, constatait que son traitement de magistrat était inférieur de moitié à celui de son justiciable ; l'avocat qui plaidait pour ce dernier devait éprouver secrètement le même sentiment.

Les professions libérales et notamment la profession d'avocat n'étaient, pour la plupart de ceux qui les exerçaient, avant la guerre de 1914, que des professions de luxe. Les jeunes avocats d'aujourd'hui se demandent avec une certaine curiosité ce que pouvait être l'activité d'un avocat, en 1880, à l'époque où le divorce n'existait pas, où la législation sur le travail était inconnue et surtout où l'automobile ne circulait pas encore sur nos routes.

Il suffit de parcourir les couloirs du Palais de Justice de Paris en ces jours exceptionnels, pour constater que l'activité qui y régnait, il y a quelques mois encore, a cessé, comme par enchantement. Quelle devait être la physionomie de ce même Palais, il y a cinquante ans, à une époque où les affaires étaient rares ? C'était le temps des plaidoiries interminables, savamment composées dans le silence du cabinet, où les avocats faisaient assaut de rhétorique fleurie. Nos anciens, cependant, étaient satisfaits de leur sort. Nos vieux confrères sont unanimes à regretter cette époque où la vie était facile et large.

C'était avec une certaine sérénité qu'ils attendaient leurs rares clients puisque ce n'était pas de l'exercice de leur profession qu'ils tiraient l'essentiel de leurs revenus. La plupart avaient de ces so-

lides fortunes bourgeoises qui leur permettaient de se contenter d'honoraires modestes. Tout a bien changé depuis et ces heureux temps sont révolus. S'il existe encore des exceptions, la majorité de nos confrères exercent la profession et attendent d'elle leur subsistance.

L'avocat d'avant-guerre exerçait moins un métier qu'une sorte de ministère ; comme le disait le Bâtonnier Payen, les avocats « refusaient de considérer leurs conseils, leur dévouement et leur éloquence comme une marchandise dont l'argent peut être la contre-partie » (1). L'avocat d'autrefois ne comptait que sur la reconnaissance de son client ; c'était à ce dernier à reconnaître les soins de son avocat et à le récompenser de ses efforts. Cette conception, très noble d'ailleurs, trouve encore son application, dans le maintien de certaines règles professionnelles que certains estiment surannées. L'évolution économique de la profession est maintenant un fait accompli et chacun se plaît à reconnaître que l'honoraire est un véritable salaire, contre-partie d'un travail effectif. Il y a désormais dans la profession d'avocat un aspect économique, aspect qui jusqu'ici n'a été que trop négligé. Pourtant, il s'agit d'une vieille profession, très soigneusement réglementée, — la mieux réglementée peut-être. On a très justement exigé des hommes qui font carrière de défendre les intérêts des justiciables, outre la science du droit, une scrupuleuse probité, une indépendance et un désintéressement rigoureux. Ces rigueurs, les autres professions libérales ne les connaissent pas : voit-on qu'il soit interdit à un méde-

(1) Payen et Duveau. Règles de la Profession d'avocat, p. 409.

cin de siéger au sein d'un conseil d'administration ? On a donc tracé à l'avocat la ligne de conduite dont il ne doit pas se départir ; on lui a indiqué tous ses devoirs mais on ne s'est pas préoccupé de sa vie matérielle. C'est cette organisation pécuniaire de la profession qu'il s'agira de fixer. Depuis quelques années déjà, cette question a été soulevée et débattue, soit par les Associations de Jeunes Avocats, soit aux Congrès de l'Association Nationale des Avocats. Des réformes heureuses ont été faites, mais on doit à la vérité de dire qu'elles ne sont qu'embryonnaires ; si elles constituent un progrès certain, elles ne sont que le germe de la réglementation nouvelle dont devra faire l'objet la profession.

La nécessité d'une intervention législative s'avère d'autant plus urgente que les difficultés se trouvent encore accrues par le nombre toujours croissant des avocats. Alors que le Barreau de Paris, en 1880, ne comptait que 1.100 avocats y compris les stagiaires, on notait déjà en 1912 une augmentation sensible avec 2.292 avocats. Ce chiffre stationnaire pendant les premières années de l'après-guerre, atteignait, en 1936, 3.500. Certes, le nombre d'affaires avait augmenté. En 1880, le Tribunal de la Seine avait jugé contradictoirement 6.714 affaires ; en 1930, il en avait jugé 8.040. En 1880, le Tribunal Correctionnel avait jugé 22.043 affaires, en 1930, 34.284. Mais alors que les affaires civiles et correctionnelles augmentaient de 70 %, le nombre des avocats s'est accru de 133 % (2). Certes les avocats parisiens plaident de plus en plus devant les juridictions d'exception : justices de paix, tribunaux consulaires, conseils de prud'hommes ; il n'en est

(2) Payen et Duveau, *op. cit.*, p. 20.

pas moins vrai qu'il y a une crise due à une excessive concurrence. La situation, pour être moins grave, en province qu'à Paris n'en est pas moins sérieuse. C'est à cette situation qu'il faut essayer de porter remède.

Trois séries de questions vont retenir notre attention. La première s'attachera à étudier le Problème des jeunes. Dans la seconde, nous exposerons le problème qui se pose pour les vieux avocats : celui de la retraite. Enfin la troisième traitera de questions intéressant l'ensemble des avocats.

Il faut que les jeunes ne soient plus réduits à végéter comme c'est inmanquablement le cas des avocats stagiaires. L'état actuel des fortunes ne leur permet plus d'attendre pendant des années la clientèle. Il faut que cette attente soit d'autant moins longue que les jeunes ont de plus en plus tendance à se fixer beaucoup plus tôt qu'auparavant. Le fils de famille, il y a cinquante ans « ne faisait une fin » que sur le tard, à une trentaine d'années, parfois davantage. Maintenant les jeunes se marient plus tôt et ne reculent plus devant les charges de famille. Au moment où l'on veut rétablir le culte de la famille en France, peut-on leur en faire un grief ? L'aide aux jeunes est indispensable. Sans doute, objectera-t-on que c'est au client qu'appartient la solution du problème et qu'on ne peut l'obliger à consulter le jeune avocat qui n'a ni l'expérience, ni le talent de son aîné. Certes, mais il est un moyen d'aider le jeune stagiaire qui supporte le fardeau très lourd de l'Assistance Judiciaire. Il importe que de ce côté une compensation lui soit accordée : le public ne sait pas que l'Assistance est entièrement gratuite et il est curieux de constater l'ignorance com-

plète du client d'Assistance Judiciaire, qui, de très bonne foi, s' imagine que son avocat est rémunéré par l'Etat. Il y a là une réforme d'équité à réaliser. Outre cette réforme indispensable, certains préconisent une organisation plus rationnelle de la profession. L'association entre avocats, la création de cabinets organisés, en même temps qu'elles répondraient aux besoins de la clientèle, auraient pour effet de favoriser les jeunes. Depuis longtemps, il était question de réserver le monopole de la plaidoirie en justice de paix aux avocats. Cette mesure aurait d'incontestables avantages pour les jeunes. La réforme tant attendue paraissait aboutir tout dernièrement : un texte avait été élaboré mais à l'heure actuelle, il n'a pas encore été promulgué.

Il y a le problème de la retraite et il est intimement lié au problème des jeunes. Pour assurer à ceux-ci la place qui leur revient, puisqu'ils ont pour la plupart à supporter des charges de famille, il serait souhaitable qu'à un certain âge, après un certain nombre d'années d'exercice de la profession, les vieux avocats prennent leur retraite ; pour le moment, ils y répugnent et l'on ne saurait leur en faire un grief. Leur profession leur tient d'autant plus à cœur qu'ils l'ont exercée depuis plus longtemps et ils trouvent, en continuant à plaider, un intérêt légitime. Le taux des retraites tel qu'il est actuellement fixé par les Caisses de Retraites, est trop minime pour qu'ils renoncent volontairement à la profession. La retraite, a, moins le caractère d'une véritable pension que celui d'une aide discrète à des confrères âgés et dont les ressources personnelles sont insuffisantes pour leur permettre de vivre décemment. Dans de telles conditions, il est à peine besoin de dire que la mise à la retraite ne peut avoir

un caractère obligatoire : les ressources de la caisse seraient d'ailleurs insuffisantes pour y pourvoir.

La retraite est un problème de prévoyance qui intéresse uniquement les vieux avocats ; mais dans le domaine de la prévoyance, il est d'autres questions qui préoccupent l'ensemble des avocats. Actuellement, en dehors de quelques heureuses exceptions, l'avocat n'est pas protégé contre les risques de maladie, d'invalidité et de décès. Il serait pourtant nécessaire d'assurer contre ces risques une protection efficace.

La question des allocations familiales ressort également du domaine de la prévoyance. Les allocations familiales dont bénéficiait la grande majorité des pères de famille ont été étendues par le Code de la Famille aux professions libérales. Celles-ci ont été obligées de créer des organismes de répartition qui assureront incessamment l'application de la loi.

Il importe également de jeter un coup d'œil rapide sur la situation fiscale de l'avocat. Non seulement l'avocat n'échappe pas à l'impôt cédulaire qui frappe ses revenus professionnels, mais il est encore assujéti à la charge très lourde de la patente. Si une importante réforme a donné, en la matière, une satisfaction partielle aux justes revendications des professions libérales, avec la loi du 6 Juillet 1934, la question de la patente n'est pas encore entièrement résolue.

Enfin, dernière et intéressante question pour l'ensemble des avocats : celle de savoir si, ne doit pas être définitivement abolie la vieille règle professionnelle qui interdit à l'avocat la réclamation de ses honoraires en justice.

Nous diviserons donc notre étude en trois parties mais celle consacrée à l'examen des questions

intéressant l'ensemble des avocats nous retiendra davantage, puisqu'elles sont plus nombreuses et parfois plus délicates.

Ainsi, en suivant l'ordre des questions, tel qu'il se présentera à l'avocat pendant le cours de sa carrière, nous étudierons tout d'abord, dans notre première partie, les avantages matériels qu'apporteraient aux jeunes avocats : 1° la réforme de l'Assistance Judiciaire ; 2° l'adoption de l'association entre avocats.

Notre seconde partie, la plus importante, traitera : 1° de la règle qui interdit à l'avocat de poursuivre ses honoraires en justice ; 2° la situation fiscale de l'avocat ; 3° le problème de la prévoyance, et 4° le régime actuel des allocations familiales.

Enfin, dans notre troisième partie, nous procéderons à l'examen des premières réalisations effectuées en matière de retraites et des résultats obtenus à la suite de la vigoureuse campagne menée en faveur des vieux avocats.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET LES JEUNES AVOCATS

Il est une réforme qui intéresse au plus haut point les jeunes avocats et aurait une répercussion directe sur leur situation économique : celle de l'Assistance Judiciaire.

L'Assistance Judiciaire remonte à une époque très reculée. Au XVIII^e siècle, Beaumanoir, dans ses « Coutumes du Beauvoisis » notait déjà l'usage « les avocats plaident sans attendre de loyer pour les pauvres personnes, pour l'amour de Notre Seigneur » (1). Les Etablissements de Saint Louis consacraient cette vieille coutume et ordonnaient de désigner d'office des avocats pour la défense des indigents, des veuves et des orphelins.

A aucune époque de notre histoire, cet usage n'est tombé en désuétude et actuellement la matière est réglementée par la loi du 22 Janvier 1851, modifiée par celles du 10 Juillet 1901, du 4 Décembre 1907, du 13 Juillet 1911 et finalement par le décret du 26 Novembre 1926. Bien loin d'être restreinte,

(1) Art. 6. Coutumes du Beauvoisis, citées par Cresson, Tome I, p. 335.

l'Assistance Judiciaire a été étendue à des catégories toujours plus étendues de justiciables. La loi de 1898 sur les accidents de travail fait bénéficier les accidentés d'une assistance de droit ; sans qu'il soit besoin de passer par le Bureau d'Assistance. Enfin les blessés et victimes de la guerre qui sollicitent une pension en vertu de la loi de 1919, sont également assistés de plein droit et gratuitement devant les juridictions compétentes.

Cette charge de l'Assistance Judiciaire constitue un fardeau très lourd pour le Barreau. Quelques chiffres cités par le Bâtonnier Payen, permettront de s'en rendre compte (2).

A Paris, en 1880, des avocats d'office avaient été désignés dans 6.304 affaires pénales et 4.995 affaires civiles ; en 1914, ce chiffre était de 6.532 affaires pénales et de 6.370 affaires civiles. En 1925, les chiffres étaient de 9.542 affaires pénales, de 6.263 affaires civiles et de 2.925 pour les affaires de pensions. En 1933, les chiffres augmentaient encore : 8.118 affaires pénales, 8.542 affaires civiles, 4.382 affaires de pensions et 225 affaires commerciales. Le total de 1890 égal à 11.335 affaires est donc passé en 1933 à 21.267. De tels chiffres se passent de commentaires et on comprend que la réforme de l'assistance judiciaire ait figuré à l'ordre du jour de nombreux congrès d'avocats.

Cette réforme soulève deux questions : faut-il réviser les règles d'obtention de l'assistance ? faut-il modifier la règle qui interdit à l'avocat de recevoir du client assisté, le moindre honoraire.

L'obtention de l'assistance judiciaire est subordonnée à deux conditions : l'absence de ressources,

(2) Payen et Duveau, *op. cit.*, p. 207.

le caractère justifié ou au moins plausible de la demande. Ces principes excellents sont-ils respectés par les bureaux d'assistance ? Pour justifier l'absence de ressources, l'intéressé doit remettre deux pièces : un certificat de non-imposition, une déclaration d'indigence. Cette dernière pièce est, en pratique, sans aucune valeur puisque la déclaration émane de l'intéressé lui-même et qu'elle n'est jamais vérifiée par le Maire. Cependant la critique qu'on pourrait formuler à cette occasion tombe lorsqu'on saura que le rapporteur du Bureau d'assistance prend bien souvent la précaution de demander un certificat de salaire signé par l'employeur et une quittance de loyer. Ce sont là des renseignements avec lesquels il est aisé de chiffrer sans trop d'erreur le budget d'une famille. Il faut souhaiter que tous les bureaux appliquent cette méthode de nature à dépister les fraudeurs.

Le caractère plausible de la demande est-il toujours aussi sérieusement examiné qu'il conviendrait ? A ce sujet, M. le Bâtonnier Simon (3) au Congrès de Versailles, notait que trop souvent les avocats stagiaires devaient se présenter dans des affaires implaidables. Malheureusement, disait-il, les magistrats peuvent se faire cette réflexion « Que sont ces jeunes avocats qui viennent nous raconter de telles sornettes ».

En ce qui concerne le bien fondé juridique de la demande d'assistance, l'appréciation en sera faite d'une façon très sérieuse par l'avocat qui fait partie du bureau. Il ne laissera pas introduire une instance alors que l'action se trouve prescrite par exemple. Il va, sans dire, qu'il faut éviter l'écueil inverse :

(3) Simon. Rapport sur l'ass. jud. : Btin Ass. Nle Avocats, n° 39, p. 257.

un examen trop complet et trop minutieux de la demande qui transformerait le bureau d'assistance en un véritable tribunal et créerait pour les affaires soumises, un troisième degré de juridiction.

Mais c'est surtout, par suite des difficultés qu'éprouve le bureau d'assistance à être suffisamment bien renseigné sur les faits, que peuvent passer au travers les mailles du filet tant de dossiers implaidables. Comment le rapporteur peut-il au cours d'un bref interrogatoire, et en présence d'affirmations contradictoires déterminer la portée des griefs de chacun ? En pratique, il est fait appel aux enquêtes de commissariat et de ce côté une réforme pourrait s'orienter : parfaire l'instruction des inspecteurs du service des renseignements et obtenir ainsi des rapports précis et bien détaillés au lieu de la formule passe partout « rien de défavorable n'a été recueilli sur le compte de l'intéressé ».

Ainsi, la révision des règles d'obtention de l'assistance n'apparaît pas indispensable, puisque pratiquement les bureaux d'assistance ont su user de correctifs efficaces. L'essentiel de la réforme devrait porter sur le deuxième point.

La gratuité totale du concours de l'avocat doit-elle être maintenue ? Telle est la question qui a été, maintes fois débattue, au cours des Congrès d'avocats.

Cette gratuité peut se présenter sous deux formes : gratuité qui découle de la stricte application des règles professionnelles : il est interdit à l'avocat commis d'office de recevoir un honoraire même au cas où son client serait disposé à le verser volontairement ; gratuité légale, du fait que la loi ne proportionne pas l'assistance.

La première conception de la gratuité pourrait facilement être modifiée puisque cette modification

ne dépendrait que d'une révision d'une règle de l'Ordre. En pratique de nombreux Barreaux sont entrés dans la voie de la réforme. A Versailles, où d'heureuses innovations furent si souvent réalisées, grâce à l'intervention du Bâtonnier Planty, qui, pour ces questions fait preuve d'une grande largeur d'esprit, le jeune stagiaire commis d'office peut recevoir des honoraires, en matière correctionnelle sans qu'il soit même besoin d'une autorisation préalable du Bâtonnier. A Paris, l'avocat fait changer sa commission en « désignation » par une simple formalité. Cet état de chose ne doit pas nous étonner, si l'on considère comment est accordée l'assistance judiciaire en matière correctionnelle. D'après l'article 29 de la loi du 22 Janvier 1851, les Présidents de Tribunaux Correctionnels désignaient un défenseur d'office aux prévenus qui en faisaient la demande, lorsque leur indigence avait été constatée.

Il n'en est plus ainsi, depuis la loi du 8 décembre 1897, qui dans son article 3, donne aux juges d'instruction la mission de faire désigner un avocat d'office aux inculpés qui n'ont pas fait le choix d'un défenseur. Il arrive, bien souvent, en fait que les juges d'instruction fassent mention de la demande d'un avocat d'office, d'une façon presque automatique sans avoir précisé à l'inculpé le sens de cette demande et surtout sans s'être au préalable informés sur l'état de ses ressources. Ainsi l'Assistance Judiciaire se trouve être accordée à toute une catégorie d'individus, par définition assez peu recommandables, et qui, en bien des cas, pourraient fort bien payer l'honoraire de l'avocat. Il est donc tout à fait normal de permettre à ce client d'assistance de s'acquitter volontairement mais on pourrait, semble-t-il aller plus loin, et, sous le contrôle du Bâtonnier (si besoin est sous sa pression) exiger le versement

d'une indemnité, lorsqu'il est reconnu que le prévenu a des ressources suffisantes.

Il peut se faire aussi que le prévenu, après avoir demandé un avocat d'office, ait fait choix d'un autre défenseur. En ce cas, il est admis dans la plupart des Barreaux que l'avocat choisi ne peut accepter ce client, sans avoir auparavant demandé l'assentiment du confrère commis d'office. Si ce dernier a pris connaissance du dossier, s'est rendu à la prison, l'avocat choisi se doit de lui faire tenir une part de ses honoraires et le Bâtonnier se charge d'un rappel à l'ordre si certain mauvais vouloir se manifeste dans l'accomplissement de ce devoir de confraternité.

Il est à souhaiter que les Barreaux persévèrent, en ces pratiques d'élargissement et qu'ils généralisent : la question de l'assistance en matière correctionnelle serait donc réglée, sinon de façon parfaite tout au moins de façon satisfaisante pour le jeune avocat.

L'élargissement paraît se faire avec plus de difficultés en matière civile : si le client, volontairement, désire verser un honoraire, l'autorisation du Bâtonnier est toujours nécessaire. Mais malgré tout le cas du dédommagement volontaire est rare ; c'est une autre situation qui doit retenir notre attention. Il s'agit du cas où la situation du bénéficiaire de l'assistance s'est modifiée au cours du procès ou par le gain du procès. Si au cours du procès, l'assisté voit ses ressources augmentées ou si l'on s'aperçoit qu'il a fait une déclaration frauduleuse ou inexacte de ses moyens d'existence, il peut y avoir retrait officiel d'assistance. L'avocat commis d'office ne devrait-il pas alors être autorisé à réclamer un honoraire ? Mais le retrait d'assistance n'est pas fréquent : à Paris on peut en signaler 18 pour l'année 1937.

Cette question ne présente donc qu'un intérêt secondaire. Il n'en est pas de même du gain du procès qui, bien souvent aura une répercussion heureuse sur la situation de l'intéressé. Il est, alors, inadmissible que les avoués et les huissiers recouvrent leurs frais et émoluments, sans parler du Trésor qui ne perd même pas ses droits fiscaux alors que l'avocat seul, en est réduit à l'honneur d'avoir prêté son concours gratuit.

Les Conseils de l'Ordre, cependant, ont pendant très longtemps maintenu la rigueur de la règle, qui ne l'oublions pas ne s'appuie sur aucune disposition légale. Si le moindre doute à ce sujet eut pu naître, un célèbre arrêt de la Cour d'Appel de Caen serait venu le réduire à néant. Cet arrêt avait formellement déclaré « qu'aucun texte n'empêchait les avocats d'accepter des honoraires ». Il est curieux de rappeler l'émotion que suscita cette sentence. La Cour de Cassation saisie, demanda au Conseil de l'Ordre de Paris de bien vouloir lui faire connaître sa jurisprudence sur ce point. M. le Bâtonnier Chenu, en un vigoureux exposé fit valoir les arguments que le Conseil pouvait invoquer contre cette décision « contraire aux règles que le Barreau de Paris tient à honneur de pratiquer ». Cependant tout en donnant satisfaction au Barreau de Paris par une habile restriction, la Cour de Cassation consacrait l'interprétation donnée par la Cour d'Appel sur l'Assistance judiciaire.

A l'heure actuelle, il apparaît que la situation a nettement évolué. Au congrès de Metz, en 1936, l'Assemblée Générale de l'Association nationale des avocats, consacrant les légitimes revendications de l'Union des Jeunes Avocats à la Cour de Paris, votait à l'unanimité un vœu tendant à permettre au jeune avocat de recevoir un honoraire lorsque la

situation matérielle du client d'assistance s'est modifiée. Il ne s'agit donc plus maintenant que d'obtenir des Barreaux, la réalisation de ce vœu.

Lorsque cette réforme, purement professionnelle sera accomplie il restera une tâche autrement importante : la réforme des dispositions législatives sur l'assistance judiciaire desquelles découle la gratuité du concours de l'Avocat.

Ne pourrait-on pas obtenir pour l'avocat l'allègement dont bénéficie l'officier ministériel ? Aux termes de la loi du 10 Juillet 1901 (art. 17 et 18), les officiers ministériels ont le droit de recouvrer leurs frais, émoluments et honoraires contre la partie condamnée aux dépens dès l'instant qu'elle est solvable. Dans une proposition de loi, M. le Sénateur Delmont, soumise à la discussion de l'Assemblée générale de l'Association Nationale des Avocats, cette réforme était envisagée. Elle établirait l'égalité de traitement et assurerait à l'avocat un honoraire modéré. Ainsi lorsque l'avocat d'office obtiendrait le gain d'un procès qui, en lui-même n'aurait aucune répercussion sur la situation pécuniaire de son client et les cas seront nombreux (divorce, question d'état) il se trouverait tout de même indemnisé. On pourrait objecter qu'une disposition de cet ordre aurait pour effet d'accroître encore les frais du procès, mais nous pouvons répondre à cela qu'il ne s'agirait que d'un honoraire limité. D'autres réformes qu'il ne nous appartient pas d'examiner pourraient facilement, si elles étaient réalisées, alléger les charges des plaideurs. Peut-être, cependant, prétendrait-on, il serait plus normal de faire supporter par l'Etat le fardeau nouveau que constituerait cette atteinte à la gratuité. Si les arguments s'avèrent aussi convaincants dans un sens comme dans l'autre, il suffirait d'adopter une solution peut-être sim-

pliste mais qui ne serait pas sans intérêt : le partage par moitié entre l'Etat et le perdant. Ainsi, en ce qui concerne l'assistance totale, une indemnité pourrait être allouée à l'avocat d'office : la Commission chargée d'examiner un projet modifiant le régime de l'assistance judiciaire avait indiqué le chiffre très modeste de 50 francs.

Mais une réforme d'un autre ordre modifierait profondément la matière : l'adoption de l'assistance proportionnelle. Proportionner le bénéfice de l'assistance judiciaire aux capacités réelles de chacun, tel serait le principe nouveau qui dominerait la matière. Le projet du gouvernement déposé en 1921 avait prévu l'assistance à trois degrés : assistance du premier degré entraînant l'exonération totale du bénéficiaire, assistance du deuxième degré avec exonération des trois-quarts, assistance du troisième degré laissant à la charge de l'assisté la moitié des frais. L'assistance judiciaire partielle, aurait permis à l'avocat de recevoir une indemnité de 25 francs pour l'assistance au deuxième degré et de 50 francs pour l'assistance de moitié. Chose curieuse, ce projet dont l'économie avait été exposée par M^e Jovart, au Congrès de Strasbourg, rencontra une vive résistance de la part du Barreau. L'indemnité allouée à l'avocat était l'objet des plus vives critiques.

Il est certain que ce projet portait une grave atteinte à la règle traditionnelle du concours gratuit de l'avocat, et que les adversaires de la réforme se retranchaient derrière ce principal argument : le Barreau a toujours considéré comme un honneur la charge gratuite de l'assistance. Mais une vérité peut-être plus profonde avait été émise, incidemment, par M^e Jovart : c'est que l'assistance judiciaire est « un puissant levier » dont l'Ordre peut faire usage sur le Parlement pour appuyer ses légitimes

revendications. Quoiqu'il en soit, le Cercle d'Etudes Professionnelles du Barreau de Paris énonçait formellement les principes suivants : 1° Maintien du concours gratuit de l'avocat en matière d'Assistance ; 2° En cas d'assistance partielle, affirmation du droit à un honoraire modéré mais convenable et digne et non à une indemnité dérisoire ; 3° Répudiation de toute idée de taxation directe ou indirecte. Le Bâtonnier de l'Ordre de Paris lui-même, intervint à plusieurs reprises auprès de la Commission chargée d'examiner ce projet qui n'aboutit en fait à aucune solution législative.

Une évolution, cependant devait se produire dans la façon professionnelle d'envisager la question et M^e Chesné (4), dans un remarquable rapport présenté sur la proposition de loi de M. le Sénateur Delmont au Congrès de 1936, exposait nettement les arguments des adversaires de la réforme et concluait néanmoins à son adoption. La discussion de ce rapport était suivie d'ailleurs d'un vote favorable de l'Assemblée Générale de l'Association.

La proposition de M^e Delmont conformément d'ailleurs aux conclusions de la Commission qui avait examiné le projet de 1921, limite l'Assistance à deux degrés : assistance totale, assistance par moitié. L'on ne peut qu'applaudir à cette simplification qui supprime en grande partie l'inconvénient que peut connaître le bureau d'Assistance chargé d'apprécier la capacité réelle du demandeur d'Assistance. S'il est en effet assez facile de déterminer si l'assisté peut contribuer pour moitié, il est plus compliqué de faire la discrimination entre l'exonération pour moitié et celle des trois-quarts. De plus, la propo-

(4) Chesné. Rapport sur l'Assistance Judiciaire : Btin Ass. Nle des Avocats, n° 60, 1936.

sition de M^e Delmont, toujours en accord avec la Commission de 1921, qui avait admis que l'avocat serait en droit de recevoir les honoraires dont il conviendrait avec l'assisté abandonne toute idée d'indemnité fixée légalement.

Les adversaires de l'adoption de l'Assistance proportionnelle prétendent qu'elle aurait de fâcheuses conséquences.

L'une serait d'ordre général : nous allons assister à l'augmentation du nombre des demandes puisque, des plaideurs qui, auparavant, n'auraient pas songé à demander l'Assistance, vont maintenant essayer d'obtenir l'assistance par moitié ; augmentation du nombre des admissions, puisque le bureau qui, en présence d'un demandeur ayant certaines ressources, se décidait antérieurement pour le refus va opter pour l'assistance partielle. Cet argument invoqué à l'encontre de la réforme proposée, n'a pas retenu la discussion des membres de l'Assemblée. Nous estimons qu'il n'a qu'une valeur bien relative : on sait, en effet, que les Bureaux d'Assistance ont en général tendance à se montrer très large pour l'octroi de l'Assistance ? D'autre part, les frais du procès même réduits à la moitié, seraient suffisamment élevés pour faire hésiter le plaideur de condition modeste.

Mais, certaines conséquences particulières à l'exercice de la profession, ont apparu comme plus sérieuses. Ce serait, tout d'abord, le risque d'un nivellement par la base. Le demi-assisté, qui doit verser un honoraire, ne va-t-il pas émettre la prétention de désigner l'avocat qu'il devra rémunérer ? Comme bien souvent, préalablement à la demande d'Assistance, l'intéressé se sera adressé à un agent d'affaires, celui-ci viendra lui proposer un avocat

au rabais, pris dans une catégorie d'avocats peu dignes de ce nom, et qui acceptera de donner son concours à un prix inférieur.

Nous admettons qu'en pratique, les choses pourraient fort bien se passer ainsi, mais il y aurait un moyen radical de remédier à cette situation : ce serait de disposer formellement que le demi-assisté n'est pas libre du choix de son avocat. Ceci éviterait les difficultés qui se sont élevées entre le Barreau de Paris et la Chancellerie en matière d'accidents de travail. Celle-ci revendique, pour la victime d'un accident, le droit de choisir son avocat mais le Barreau répond à juste titre qu'aucune disposition expresse ne lui accorde cette prérogative. Dans notre cas une intervention législative trancherait définitivement la question. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que l'intéressé se trouverait lésé par cette solution. La règle de la commission d'office par le Bâtonnier serait évidemment maintenue, et celui-ci, par un choix judicieux, pourrait désigner le jeune avocat qui lui paraîtrait le mieux indiqué pour obtenir le résultat désiré.

Autre conséquence de l'Assistance proportionnelle : le danger d'une tarification des honoraires. Lorsqu'un plaideur saura, que pour un certain genre d'affaires, l'honoraire versé à l'avocat d'office est toujours sensiblement le même, n'aura-t-il pas la prétention qu'il en soit ainsi, aussi bien pour les affaires payantes que pour les affaires d'Assistance ? La tarification directe ou indirecte, apparaît comme absolument inadmissible aux yeux des avocats, qui revendiquent comme une prérogative essentielle la liberté de fixer eux-mêmes, le prix de leur concours. Mais, est-il vraiment pertinent d'affirmer que l'assistance partielle aboutira à ce résultat ? Le demi-assisté saura toujours bien se dire qu'il bénéficie

d'une mesure de faveur et qu'à tout le moins il ne paie que la moitié d'un honoraire convenable. Le client payant qui choisit son avocat et qui va le faire en raison de sa valeur personnelle et de sa vieille expérience, se dira qu'il ne peut le mettre sur le même pied que le modeste stagiaire commis d'office. De plus, par qui va être fixé le montant de l'honoraire demandé au demi-assisté ? M^e Chesné précisait qu'il devait l'être par le Bâtonnier. Celui-ci proportionnerait cet honoraire à la difficulté de l'affaire et sans doute établirait avec plus de précision la capacité réelle de l'assisté, évaluée légalement, mais approximativement à la moitié. Il n'y aurait donc pas fixité absolue du prix du concours de l'avocat d'office. Sans doute, il y aura tendance à la fixité. Pour éviter ces inconvénients, n'eût-il pas été préférable d'adopter le point de vue de la commission de 1921 ? l'avocat recevrait les honoraires « dont il conviendrait avec le client ». Si des difficultés s'élevaient, c'est alors qu'il suffirait d'avoir recours à l'intervention du Bâtonnier pour les régler. Cette solution aurait le mérite d'atténuer le risque d'une tarification : diversité dans la fixation de l'honoraire qui de plus se fait dans « le silence du cabinet ».

Ce petit point mis à part, nous nous rallions donc entièrement à la résolution proposée par M^e Chesné et qui, nous le redisons, obtint un vote favorable du Congrès.

« La loi du 10 Juillet 1901 ayant modifié la loi organique du 22 Janvier 1851 serait complétée ainsi : art. 1. L'assistance judiciaire peut être accordée pour totalité ou pour moitié seulement en tout état de cause. L'article 13 recevra l'adjonction suivante après le second paragraphe « le Bâtonnier seul désignera l'avocat chargé de la défense des intérêts des bénéficiaires de l'assistance judiciaire, que cette

dernière soit totale ou partielle. Au cas d'assistance partielle, le Bâtonnier seul aura qualité pour fixer l'honoraire de l'avocat désigné. Art. 14 : Il sera également modifié de la façon suivante : « le bénéficiaire de l'assistance partielle devra verser à l'avocat, l'honoraire fixé par le Bâtonnier. »

Telle est la réforme que les jeunes avocats attendent du législateur. Le jour où elle sera réalisée, il est à prévoir que le Barreau de son côté procédera à la revision totale de sa conception de la gratuité car, si paradoxal que cela puisse paraître, la réforme législative doit précéder la réforme des règles professionnelles. Elle fera perdre toute raison d'être à ce vieil attachement du Barreau à des traditions qui doivent disparaître par nécessité mais qui ne furent pas sans grandeur.

CHAPITRE II

AVANTAGES ÉCONOMIQUES DE L'ASSOCIATION D'AVOCAT

L'association entre avocats constituerait-elle une réforme heureuse, au point de vue économique, pour l'ensemble des avocats et plus particulièrement pour les jeunes ?

Mais, tout d'abord comment concevoir cette association ?

Il ne saurait être question, d'introduire chez nous, l'association de grande envergure, constituant une véritable firme, telle qu'elle existe aux Etats-Unis, cette énorme machine, qui nous est décrite d'une façon si vivante par M^e Lepaulle : « la firme occupe quatre étages, elle comprend cent avocats, plus de cent cinquante auxiliaires : secrétaires, dactylos, garçons de course, téléphonistes, archivistes, bibliothécaires, etc... elle a vingt mille volumes dans sa bibliothèque et des charges annuelles fixes qui dépassent la valeur de cinquante millions de francs ». (1). Cette institution qui répond admirablement aux nécessités de la vie en Amérique, et au génie propre du pays ne pourrait être raisonnablement implantée dans notre milieu si totalement différent.

(1) P. Lepaulle : L'association entre avocats inscrits. Btin Ass. le des Avocats, n^o 72, p. 306.

C'est une expérience beaucoup plus modeste qui doit retenir notre attention : celle tentée par les Barreaux d'Alsace-Lorraine. L'association beaucoup plus limitée, ne comporte que deux ou trois associés mais, cependant, fait appel à l'activité d'un certain nombre de jeunes avocats, assistés d'un personnel de bureau assez important. Cette organisation permet de traiter toutes les affaires, sans négliger celles d'importance secondaire et sans jamais se voir obligée de faire une discrimination quant aux questions soumises, la spécialisation des membres de l'association répondant aux besoins de tous les clients. L'association, bien souvent, se propose d'autres objets que ceux auxquels se limite l'activité habituelle de l'avocat : problèmes administratifs ou questions fiscales par exemple. Possédant une abondante documentation, une importante bibliothèque, les membres de l'association tenus au courant de toutes les modifications apportées aux textes, peuvent en toute circonstance, donner satisfaction aux demandes de la clientèle et c'est pour celle-ci un incontestable avantage.

L'association ainsi comprise, doit fournir tous les avantages d'une rationalisation raisonnable, et normale de la profession d'avocat, avantages en eux-mêmes mais qui ont leur répercussion dans le domaine économique ; quels sont donc ces avantages ?

Citons, en premier lieu, une meilleure utilisation du temps. La vie de l'avocat isolé, est à ce sujet singulièrement difficile. Il n'est pas rare que l'avocat doive être, le même jour et à la même heure, à une audience civile, à une audience correctionnelle, à une instruction, voire à une expertise. Ces inconvénients se trouvent réduits, si l'avocat se fait aider par un ou plusieurs secrétaires. Mais le secré-

tariat n'est-il pas une association, d'ordre secondaire, un palliatif opposé à l'interdiction de s'associer qui frappe les avocats et les services qu'il peut rendre tant à l'avocat arrivé qu'à l'avocat stagiaire, se retrouveraient plus réels et plus complets dans l'association systématiquement organisée. De plus, certaines réformes législatives depuis longtemps réclamées et sur le point d'être réalisées, compliqueraient encore davantage la situation de l'avocat isolé : ainsi, le monopole de la plaidoirie en justice de paix, réforme heureuse en soi, obligera l'avocat à de multiples et supplémentaires déplacements. L'un des collaborateurs de l'association ne pourrait-il se charger de la défense, dans les différentes justices de paix du ressort ? Le monopole, qui doit offrir aux jeunes avocats une source appréciable de revenus professionnels porterait ses fruits sans créer, au point de vue travail, de nouvelles difficultés.

De l'association entre avocats, ne peut-on escompter une meilleure étude des affaires ? Dans le domaine juridique comme ailleurs, les connaissances de l'avocat ne peuvent être universelles : les textes deviennent de plus en plus nombreux, confus. Si l'avocat est obligé de faire une étude de l'ensemble des matières, celle-ci risque d'être fort superficielle. L'association, au contraire, va permettre de sérier les questions et d'approfondir les problèmes. De plus, la discussion peut s'ouvrir entre les associés sur les points délicats. Chaque affaire, pour le plus grand profit du client, sera si sa complexité le comporte, soumise au jugement de chacun des collaborateurs, avant de l'être à celui du Tribunal.

Tout ce travail intellectuel sera, d'ailleurs, grandement facilité par les moyens mis à la disposition des collaborateurs : de l'association découlera la réunion d'une documentation plus abondante et plus

variée. Le cabinet juridique pourra être abonné à toutes les revues juridiques ; dans une bibliothèque bien fournie, les associés puiseront sur place alors que l'avocat isolé se trouve le plus souvent réduit aux acquisitions de la bibliothèque de l'ordre où fréquemment, manque à l'appel, le volume essentiel à ses recherches.

Possibilité de traiter un plus grand nombre d'affaires, possibilité de les mieux traiter, est-il besoin de dire que par cela même, l'association se trouve en mesure d'assurer à chacun de ses membres une situation extrêmement rémunératrice. Les clients se presseront nombreux, au cabinet organisé, qui, par sa compétence illimitée et sa valeur professionnelle, aura su attirer leur confiance et qui peut encore se permettre de leur offrir un tarif d'honoraires moins élevé.

Un troisième avantage de l'association entre avocats, et celui-là se réfère directement au côté économique de la question, sera de parer au risque éventuel de la maladie prolongée de l'avocat. Isolé, ce dernier se trouve, du jour au lendemain, privé de la source habituelle de ses revenus. Bien plus, si cet état se prolonge, la clientèle va se trouver dispersée. Il n'en est plus ainsi dans l'association, malgré l'absence d'un de ses membres. Le cabinet continue à fonctionner normalement : l'avocat malade recevra la part de la rémunération globale qui lui revient et la clientèle se retrouvera intacte. Avantage également en cas de décès, pour la veuve ou les héritiers : aucune difficulté n'est à craindre au sujet des honoraires des affaires en cours. La pratique actuelle, en ce cas, est nettement établie : les confrères du défunt plaident sans rétribution, les affaires dont le défunt était chargé, et remettent intégralement à la veuve les honoraires qu'ils ont re-

cus à cette occasion. Si, en règle générale, les avocats exécutent cette mission avec un grand désintéressement, il peut se glisser, néanmoins, certains abus. De plus, la clientèle peut se récuser et reprendre tout simplement les dossiers, inconvénient très réduit dans l'association qui s'impose elle-même, indépendamment de la valeur personnelle de chacun de ses membres.

Cette assurance naturelle, qui, par l'association, se trouve réalisée en cas de maladie et de décès, peut être non seulement un bénéfice pour les associés, mais aussi pour les jeunes collaborateurs ; l'association ayant des revenus fort importants à sa disposition, peut se permettre de rétribuer le jeune avocat, pendant sa maladie, charge bien lourde pour l'avocat isolé qui, dans cette hypothèse, se trouvera souvent dans l'impossibilité d'aider de façon très efficace, son secrétaire.

Mais quels avantages plus généraux, offrirait tout particulièrement aux jeunes avocats, l'association ? Il s'agirait tout d'abord de déterminer comment les associés vont rémunérer leurs jeunes confrères. La meilleure solution ne serait-elle pas d'envisager une rétribution fixe, avec peut-être un léger pourcentage sur l'ensemble des honoraires réalisés ? Rémunération fixe, chacun y trouverait son avantage : les « patrons » seraient en droit d'exiger un travail consciencieux, sérieux, suivi. Voilà qui supprimerait l'amateurisme du jeune stagiaire, amateurisme parfois bien obligé : en dehors des dossiers d'assistance, les affaires sont bien rares pour le débutant ; amateurisme résultant aussi de l'absence de discipline et de stimulant dans le travail. Est-il besoin d'insister sur l'énorme avantage que constituerait pour l'avocat à ses débuts un véritable salaire,

salaire suffisant pour lui assurer, s'il est sans fortune, la sécurité de sa vie matérielle ? Le jeune avocat, se verrait-il pour cela réduit au rôle d'employé, risquerait-il de prendre la mentalité de celui-ci ? Certainement non, le salaire fixe n'est qu'une rémunération appréciable pour le débutant, mais modeste. N'a-t-il pas l'espoir, lorsqu'il aura acquis l'expérience suffisante et affirmé sa valeur personnelle, d'accéder à la situation très enviable de son confrère, à titre d'associé ? Cette perspective stimulera assurément le zèle, l'initiative et les efforts du jeune collaborateur. De plus, une légère participation à l'ensemble des profits de l'association suffirait à créer un intérêt immédiat à une activité de plus en plus effective, participation que les associés pourraient proportionner à la compétence ou à l'expérience plus particulière de chacun. Nul doute donc, que le travail effectué par le jeune avocat sous le contrôle des associés ne soit extrêmement sérieux. C'est dire aussi à quel point la formation professionnelle du débutant sera facilitée. Actuellement, comment l'avocat peut-il espérer acquérir cette formation ? Par les affaires d'assistance ? C'est évidemment au profit de ces clients ou... à leur détriment qu'il fait son éducation. Le jeune stagiaire plaide des divorces par défaut, des accidents de travail. Il se présente en correctionnelle où le plus souvent sa tâche consiste à réclamer l'indulgence ou le sursis. Il est bien rare, qu'il ait entre les mains un dossier intéressant, demandant une laborieuse étude juridique, de nombreuses recherches de jurisprudence. Sans doute, dans le cabinet organisé, le jeune collaborateur fera aussi cela, mais il ne fera pas que cela : les associés lui confieront l'étude de questions délicates, il se livrera pour eux à l'interprétation ou à la critique des textes ou des arrêts. Le seul risque

à craindre, c'est que le jeune avocat ne soit rapidement obligé de devenir un spécialiste. Mais cet inconvénient, qui serait réel si la spécialisation excluait totalement toute formation générale, ne peut être qu'un avantage si l'une coïncide avec l'autre. L'avocat spécialiste a, en effet, beaucoup plus de chance de s'imposer dans sa spécialité et par suite d'acquérir une situation à la fois plus rémunératrice et plus stable. Loin donc de nous élever contre la spécialisation de l'avocat, nous la considérons au contraire, comme devant orienter de façon très favorable l'avenir économique de la profession d'avocat.

Si les avantages économiques qu'apporterait l'adoption de cette formule nouvelle de collaboration sont certains et appréciables, nous ne pouvons néanmoins la proposer avant d'avoir examiné les griefs soulevés par les adversaires de l'association.

Ce serait, tout d'abord, porter une grave atteinte au caractère individualiste de l'avocat. L'association doit comporter, pour son bon fonctionnement, une discipline assez stricte, une subordination étroite de tous les membres au chef de l'association. Que deviendrait, dans cette organisation, l'indépendance traditionnelle de l'avocat ?

Ce reproche, très justifié en apparence, nous apparaît cependant à l'examen beaucoup plus théorique que réel. L'indépendance de l'avocat n'est plus cette superbe, dédaigneuse et intangible indépendance des siècles passés, telle que nous la dépeignaient les ouvrages traditionnels. L'avocat reste indépendant, certes. Mais comment apprécier l'indépendance de l'avocat, conseil d'une compagnie d'assurances ? Nombreux pourtant sont-ils, parmi les plus honorables membres du Barreau, à consacrer

toute leur activité professionnelle au service d'une ou de plusieurs compagneis. Nous ne les blâmons pas. Mais, il n'y a pas davantage à blâmer la dépendance existant entre les associés, dépendance rendue nécessaire par l'organisation du travail dans la vie moderne et qui n'exclue pas pour chacun une large part de liberté, de responsabilité et d'initiative.

Bien plus, à ce sujet, les jeunes auraient beaucoup plus à gagner qu'à perdre. Il faut le dire nettement : le jeune avocat, réduit à ses propres moyens et qui parfois peut se trouver dans une situation bien précaire, sera tenté d'accepter des affaires dans d'importe quelles conditions. Il risquera, bien souvent, d'être la proie d'agents d'affaires plus ou moins honnêtes. Dans l'association, au contraire, le jeune collaborateur, ayant son existence matérielle assurée, reprend, vis-à-vis de tous, sa pleine indépendance et ne connaît qu'une subordination, d'ailleurs relative, envers les associés dont l'honorabilité sera toujours à l'abri de tous soupçons.

Autre grief que les adversaires relèvent à l'encontre de l'association : elle tendrait, peu à peu, à transformer l'avocat en un véritable agent d'affaires. L'association se proposera en effet, un champ d'activité beaucoup plus étendu. Souvent, il s'agira d'agissements qui ne sont pas formellement interdits par les règles de la profession : le jeune avocat suivra les enquêtes de divorce qui, en pratique, sont suivies par les clercs d'avoués ; un spécialiste donnera des consultations en matière fiscale, commerciale, etc... Il pourra s'agir aussi d'opérations qui ne sont pas du domaine de l'activité habituelle de l'avocat mais qu'une interdiction formelle n'a jamais visées : rédaction d'actes, transaction. Mais, l'association pourra être amenée à aller plus loin : la

transaction appelle le maniement de fonds et voici qui est rigoureusement interdit à l'avocat. A ce moment, il n'y a plus aucune différence entre l'officine de l'agent d'affaires et le cabinet de l'association, de la « firme » pour employer l'expression de M^e Lepaulle.

Cet argument est-il aussi sérieux qu'il peut le paraître au premier abord ?

En l'état actuel, peut-on prétendre que semblables dangers sont toujours totalement évités ? En pratique, il arrive bien souvent que l'avocat, surtout en Justice de Paix, manie des fonds. De même, il est bien difficile d'exiger de l'avocat de compagnie d'assurances, l'observation scrupuleuse de cette règle. D'ailleurs, pourquoi ne pas aborder franchement le problème ? Cette entrave doit-elle être maintenue, est-elle toujours compatible avec les nécessités actuelles ? Il ne le semble pas. D'autant plus, qu'elle se justifie assez peu quand on considère l'honorabilité traditionnelle de l'avocat et qu'on sait avec quelle sévérité le Conseil de l'Ordre réprime les abus.

Un seul argument, à notre avis, présente une réelle gravité : l'association ne va-t-elle pas donner une valeur marchande au titre d'associé et n'allons-nous pas assister à ces cessions de part, qui suffiraient à transformer totalement la conception traditionnelle de la profession d'avocat ? Le titre d'associé, en effet, ne serait plus la récompense de la valeur personnelle ; seules, de larges disponibilités permettraient d'y accéder. Nous verrions quelques privilégiés s'assurer des situations extrêmement rémunératrices au détriment d'une cohorte de jeunes collaborateurs salariés. Cette hypothèse, cependant,

nous apparaît bien difficilement réalisable si nous considérons le rôle très spécial de l'avocat et l'importance particulière que prend sa personnalité. Certes, le risque serait certain, si l'association comportait un très grand nombre d'associés, mais avec l'association à deux ou trois, le nom et la valeur personnelle de l'associé sont nécessaires pour inspirer confiance à la clientèle. Une preuve de notre affirmation, c'est qu'en Alsace-Lorraine, les cessions de part n'existent pas. Il faut dire, en effet, que l'association d'avocat, telle qu'elle a été constituée et telle que nous la préconisons (car les reproches des adversaires ne nous ont pas paru décisifs) se distingue fort nettement de l'association ordinaire : il n'existe à la base aucun contrat. Pas de contrat entre associés, pas de contrat entre associés et collaborateurs : voici le trait essentiel de l'association d'avocats. C'est le motif qui nous amène à dire qu'elle peut fort bien se concilier avec les règles professionnelles. Pour les membres de l'association, cependant, cette conception pourrait être dangereuse, si l'honorabilité de l'avocat n'était un gage suffisant. Si pourtant certains d'entre eux devaient se montrer moins scrupuleux, le Conseil de l'Ordre, serait en droit, là comme ailleurs, d'exercer un strict contrôle. Elargir les règles trop étroites, parfois surannées, qui régissent la profession, mais en maintenant dans toute sa rigueur la subordination des avocats au conseil disciplinaire, sera toujours la meilleure façon d'apporter, en tous domaines et sans risques, les modifications indispensables.

L'association d'avocats, par ses avantages économiques, rallie donc tous nos suffrages. Il va sans dire, néanmoins, qu'elle n'aura jamais un caractère obligatoire. Ce mode d'organisation, facultatif, lais-

sera toute liberté aux plus indépendants pour affronter seuls les difficultés de la carrière.

Un acheminement de l'association entre avocats pourrait être trouvé dans la généralisation de la pratique du bureau commun. Deux ou trois avocats, sans être associés, et tout en conservant leur complète indépendance et toute leur initiative personnelle prennent en commun le loyer de leurs locaux professionnels, et se partagent également tous les frais de bureau : téléphone, personnel, bibliothèque. Cette pratique semble devoir présenter de nombreux avantages pour les jeunes avocats qui peuvent se permettre une installation plus confortable, plus représentative aux yeux de la clientèle, tout en réduisant leurs dépenses professionnelles. L'intérêt de cette organisation commune est très sensible dans les grandes villes et en particulier à Paris. C'est pourquoi, dès 1929, l'Association Nationale des Avocats, réunie au Congrès de Nice, avait émis le vœu que « soit généralisée la pratique facultative du bureau commun qui n'est interdite par aucune règle du Barreau ». Il est donc loisible aux jeunes avocats d'entrer dans cette voie, ce qui, dans bien des cas, paraît être leur intérêt bien compris.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA RÉCLAMATION DES HONORAIRES EN JUSTICE

A la suite de l'évolution économique subie par la profession d'avocat, l'honoraire a cessé de répondre à la vieille définition qu'en donnait Cresson : « le tribut volontaire et spontané de la reconnaissance du client » ; l'honoraire est devenu le prix d'un travail effectif ; il correspond à un service rendu et pour l'avocat il constitue un véritable salaire destiné à assurer sa vie matérielle. La transformation de l'honoraire dans ce sens est un fait acquis que personne ne discute plus et qu'au contraire nombre de voix autorisées sont venues affirmer. Le Bâtonnier Chenu lui-même avait ainsi nettement défini l'honoraire « la contrepartie d'une travail effectivement fourni » (1).

Le jeune avocat qui s'initie aux règles de la profession va donc se demander si l'interdiction de ré-

(1) Discours du Bâtonnier Chenu, 1^{er} décembre 1906, cité par Payen et Duveau, *op. cit.*, p. 410.

clamer l'honoraire en justice, vieille règle traditionnelle, fort bien connue du public et tout particulièrement du client, n'est pas tombée en désuétude. Mais s'il va chercher la réponse à cette question dans le récent et remarquable ouvrage du Bâtonnier Payen, « Les Règles de la Profession d'Avocat », il sera fort étonné de constater que M^e Payen, après avoir déclaré pourtant que l'honoraire n'est plus un présent, que l'avocat n'exerce pas sa profession « dans l'espérance de recevoir quelques cadeaux mais, bien avec le droit fort légitime d'obtenir le prix de ses efforts » (2), conclut néanmoins, au maintien absolu de la règle. Il apprendra quo, sans contester le droit de l'avocat à réclamer en justice ses honoraires, droit universellement reconnu par la jurisprudence, le Conseil de l'Ordre se réserve néanmoins la possibilité de sévir, sans recours au « bras séculier ». La Cour de Cassation a, en effet, déclaré elle-même, qu'« en appréciant le mode d'action employé par un avocat pour obtenir le paiement de ses honoraires et la manière dont il a violé ses devoirs professionnels, un Conseil de l'Ordre ne peut commettre un excès de pouvoir ». Il apprendra encore que l'interdiction s'applique dans toute sa rigueur. Non seulement, l'avocat n'a pas le droit de poursuivre en justice le recouvrement de ses honoraires, mais encore il ne peut accepter à titre d'honoraires, une cession de créance, une délégation, une traite, un billet à ordre: il ne lui est pas permis davantage d'invoquer la compensation, à raison d'honoraires dus, s'il est assigné en paiement par son créancier qui est en même temps son client. Comme autre corollaire de cette interdiction, l'avo-

(2) Payen et Duveau, *op. cit.*

cat va-t-il être dans l'impossibilité de produire à une faillite, à une contribution ? A ce sujet, M^e Payen admet, cependant, une légère atténuation : une distinction est proposée, d'après laquelle il y aurait lieu de permettre l'affirmation de la créance d'honoraires, mais non sa discussion dans le cas où elle serait contredite. Les avocats parisiens auraient ainsi obtenu de leur Bâtonnier l'autorisation de produire à une faillite, mais en promettant de ne pas insister, s'il y avait contestation.

Si le jeune avocat borne là ses investigations, il conclura donc que la règle de l'interdiction est toujours actuelle et générale.

Mais si, au contraire, ce jeune avocat pousse la curiosité jusqu'à aller prendre connaissance de la question, dans un autre ouvrage traitant des règles de la profession d'avocat, celui de M^e Appleton, il se verra dans l'obligation de constater que la situation lui est présentée sous un tout autre aspect. M^e Appleton lui fera savoir que la majorité des Barreaux a abandonné l'application de cette règle : sur près de 200 barreaux, il n'y en aurait que 7 ou 8 qui interdiraient à leurs membres, la réclamation d'honoraires en justice. Selon M^e Appleton, qui déclare s'être complu » à une « collection » d'un genre un peu particulier, celle des règlements intérieurs des Barreaux, certains barreaux donnent expressément à leurs membres l'autorisation de poursuivre en justice le recouvrement de l'honoraire ; d'autres sont muets à ce sujet mais ne formulent pas d'interdiction et en fait la réclamation en justice est permise ; d'autres enfin, mais ils sont l'exception, énoncent une interdiction formelle.

Pour ces rares Barreaux, qui ont maintenu avec toute sa rigueur, la vieille règle professionnelle, la possibilité de sanctions disciplinaires échappant au

contrôle judiciaire, va-t-elle au moins sub-ister ? Nous devons dire à la vérité de dire que M^e Appleton interprète tout différemment la jurisprudence sur ce point. L'arrêt de Cassation de 1853, cité par M^e Payen et concluant à l'absence d'excès de pouvoir, de la part d'un Conseil de l'Ordre qui a infligé une sanction disciplinaire, viserait un ensemble de faits complexes, puisqu'il s'agissait non seulement du mode d'action employé par un avocat pour obtenir le paiement de ses honoraires mais aussi de la manière « dont il a accompli ses devoirs professionnels notamment dans l'exercice de ses fonctions de directeur du contentieux d'une compagnie de chemins de fer ». De plus, un arrêt de Bordeaux de 1861 reconnaît formellement le droit d'appréciation du pouvoir judiciaire sur les sanctions de cet ordre. Cette décision s'exprime d'une façon si nette qu'à l'exemple M^e Appleton, nous la citons en entier. Elle se passe de commentaires.

« Attendu que les avocats ne sont tenus de prêter gratuitement leur concours que dans le cas où la loi leur en fait un devoir ; que, hors de là, ils ont, comme tous les autres citoyens, le droit d'exiger la juste rémunération de leur travail ; que ce droit peut d'autant moins leur être contesté que la loi les assujettit à la patente, c'est-à-dire, à un impôt assis sur leurs honoraires.

Attendu que l'action qu'ils formulent à cet effet n'est que l'exercice d'un droit parfaitement légitime et ne saurait les exposer à un blâme, à une peine disciplinaire, pourvu qu'ils n'en fassent pas un abus contraire à la dignité de la profession ; que, si sans examiner l'ancien usage d'après lequel les avocats qui intentent une action pour leurs honoraires, encourent la censure de leurs pairs et la radiation du tableau, avait un fonds vrai, il est certain qu'il

n'est plus en harmonie avec nos mœurs ; qu'on ne saurait trop louer l'avocat, qui, prêtant au bon droit un appui désintéressé et sans rien exiger de ses clients, se borne à recevoir le tribut spontané de leur reconnaissance, mais qu'une telle générosité ne peut être érigée en règle et qu'en imposant silence à de justes réclamations, on suscite des pratiques occultes, bien plus fâcheuses pour les justiciables et l'honneur du Barreau ; qu'il vaud mieux qu'un avocat s'adresse franchement aux Tribunaux :

« Attendu toutefois, que s'il doit être permis à l'avocat d'agir en Justice pour le paiement de ses honoraires, la dignité de sa profession lui commande de n'user de son droit qu'avec modestie ; que, s'il se montre intraitable, s'il poursuit à outrance les plaideurs malheureux et multiplie sans ménagement les actes de rigueur, il devra compter de cet abus devant le Conseil de discipline. » (3).

Les principes adoptés par l'arrêt de Bordeaux ont été à nouveau affirmés par un célèbre arrêt de la Cour de Montpellier, en 1932. Statuant en matière disciplinaire, la Cour de Montpellier, devait examiner le cas d'un avocat, poursuivi devant le Conseil de discipline, pour s'être fait consentir par son client, une hypothèque en garantie de ses honoraires et du remboursement de ses frais. L'avocat avait donc envisagé de recourir à une mesure directe d'exécution et cet agissement eut été, pour le moins aussi grave que la réclamation d'honoraires en Justice. C'est la règle de l'interdiction elle-même, qui fait d'ailleurs l'objet des critiques de la Cour : « personne, dit cet arrêt, ne comprendrait plus aujourd'hui que l'avocat dont le désintéressement se mani-

(3) S. 1861.2.529.

fieste dans de si nombreuses affaires d'assistance judiciaire, ne puisse d'un client solvable qu'accepter et non exiger des honoraires... Fondé à poursuivre, l'avocat ne l'est pas moins à assortir d'une sûreté sa créance légitime, si elle n'est pas exagérée ». (4)

Ainsi, la conclusion que nous tirons de cette jurisprudence est nette: l'avocat, malgré l'interdiction professionnelle, échappe à toute peine disciplinaire s'il « n'abuse » pas du droit que lui reconnaît la jurisprudence d'agir en justice.

A la suite de M^{es} Payen et Appleton, adversaires et partisans de la règle de l'interdiction se sont rangés. Adversaires et partisans aussi résolus les uns que les autres, si nous en jugeons par la discussion qui, au Congrès de Caen, en 1934, les mettait aux prises au sujet du rapport fait sur la question par M^e Jean Lhermitte. (5) .

Malgré l'exactitude et les précisions, qu'apportent en la matière, les renseignements fournis par M^e Appleton, la discussion, d'ailleurs, n'est pas entièrement théorique. L'attitude professionnelle qu'expose M^e Payen, n'est sans doute plus celle de la majorité des Barreaux de province, mais reste, actuellement, celle du Barreau de Paris, et prend donc, en raison du nombre de ses membres, une importance particulière. Pourtant, le règlement intérieur du Barreau de Paris est muet sur ce point, mais, en fait, le Conseil de l'Ordre défend toujours avec énergie la règle de l'interdiction.

Il ne faut pas méconnaître, que malgré l'absen-

(4) S. 1933.2.121.

(5) Rapport Lhermitte : Btin Ass. Nle des Avocats N° 52, 19.

ce pratique de sanction disciplinaire, cette position garde une influence considérable sur les agissements des avocats parisiens qui hésiteront, toujours, à encourir, même s'il n'est que moral, le blâme de leurs pairs. Le maintien de la règle de l'interdiction, qu'ils respecteront par « élégance professionnelle », constitue donc une entrave sérieuse à l'exercice de leur droit en justice.

C'est, en raison de cet état de chose qu'il convient d'examiner si les motifs invoqués par les partisans de la règle de l'interdiction accusent un caractère de gravité susceptible de justifier son maintien.

On prétend tout d'abord, que l'indépendance de l'avocat recevrait une rude atteinte si les questions d'honoraires devaient être débattues en justice. Qu'en subsisterait-il, en effet, si toute la personnalité de l'avocat devait être disséquée par le Tribunal, car celui-ci aurait le droit d'apprécier non seulement l'importance et les difficultés d'une affaire, la somme de travail nécessitée par la préparation d'un dossier, mais encore le talent de l'avocat, sa notoriété, ses honoraires habituels.

Surtout, la taxation de l'honoraire résulterait fatalement du contrôle de l'autorité judiciaire. Les tribunaux, en effet, se reconnaîtront le droit de réduire l'honoraire qu'ils estiment excessif ; rien ne pourrait les empêcher d'exercer ce droit, même si l'avocat avait pris soin de passer avec son client ce qu'on peut appeler une convention d'honoraires, acte écrit, échange de lettres, desquels il résulterait qu'avocat et client ont convenu d'avance un prix. Sans doute, cette pratique réduirait le risque de la taxation des honoraires, puisqu'en général, les jugements assez nombreux qui interviennent et diminuent la note d'honoraires des médecins, contiennent presque tous cet attendu : « que le médecin

ne peut justifier que le montant de ses honoraires a été convenu ; qu'il appartient donc au Tribunal de l'arbitrer ». Il ne faut pas croire cependant que le danger signalé serait complètement écarté.

Sans mésestimer la valeur de ces raisons, il importe néanmoins d'en bien mesurer la portée. Il est certain qu'il faut sauvegarder avant tout cette prérogative essentielle de l'avocat : la liberté qu'il a de fixer, d'accord avec son client, le montant de ses honoraires. Théoriquement, cette prérogative est totale et M^e Payen déclare que « ni le Bâtonnier, ni même le Conseil de l'Ordre ne pourraient taxer les honoraires d'un Confrère ». Il convient cependant, de faire remarquer que le Conseil de l'Ordre incompetent peut fort bien prononcer une sanction disciplinaire contre l'avocat, qui, dans la fixation de ses honoraires, a gravement manqué à la « modération ». De plus, si un client saisit le bâtonnier, lui demande un arbitrage pour régler un différend de ce genre, comment l'avocat, pratiquement, pourrait-il opposer un refus ? En fait donc, le contrôle du Bâtonnier et du Conseil de l'Ordre existe. On peut à la rigueur, admettre un contrôle professionnel, répondront les adversaires les plus acharnés de toute idée de taxation mais, à aucun prix, il ne faut soumettre cette question au contrôle des Tribunaux.

Il est cependant des cas, où même dans les Barreaux qui interdisent la réclamation des honoraires en Justice, le contrôle Judiciaire s'exerce. Aucune règle ne pouvait interdire à l'avocat de se défendre en Justice, lorsque son client l'assigne pour obtenir la répétition d'honoraires versés et qu'il estime ultérieurement trop élevée. Le Bâtonnier peut conseiller à l'avocat de consentir lui-même le remboursement, mais si celui-ci ne veut se rendre à ce conseil, aucune sanction disciplinaire ne peut être prise con-

tre lui. S'il estime donc que son indépendance n'a pas à en souffrir, il se défendra devant le Tribunal. Pourquoi alors, ne pas permettre à l'avocat de poursuivre le recouvrement de ses honoraires en Justice ?

Certains adversaires de l'abolition de cette règle, font valoir un argument d'ordre pratique : l'avocat a-t-il vraiment besoin de cette protection ? Des palliatifs suffisants n'ont-ils pas été trouvés par la pratique de la provision et la règle qui interdit à l'avocat de se charger d'un dossier sans s'être au préalable assuré que le Confrère qui l'a précédé dans la confiance du client a été dédommagé.

Il est certain que la demande d'une provision au client qui remet son dossier est devenue une habitude du Palais, habitude que les avoués se sont empressés d'adopter et que les avocats conserveraient, s'il leur était permis de réclamer leurs honoraires en Justice. Ce palliatif, cependant, peut se révéler, en bien des cas, insuffisant. Il est délicat de réclamer avant toute étude de l'affaire, tout travail suivi, le versement de la somme qui doit correspondre à la totalité de l'honoraire. La provision reste donc ce qu'elle est, éthymologiquement, et exige un complément. Bien souvent aussi, le client n'aura pas la possibilité de verser immédiatement le moindre acompte. Le fait sera fréquent en matière d'accidents de travail, par exemple. L'avocat acceptera-t-il, dans ces conditions, de se charger de l'affaire ? Vis-à-vis de l'agent d'affaires, qui, lui, a toute possibilité de faire crédit, l'avocat se trouve placé dans une situation bien désavantageuse.

Quant à la règle qui oblige l'avocat à s'assurer que son confrère a été désintéressé avant d'accepter une affaire, elle ne réalise qu'une protection bien re-

lative. Il y a les cas, les plus nombreux, où le client s'adresse à l'avocat pour la première fois. D'autre part, il ne faut pas oublier que les avocats ne sont pas les seuls à plaider : ils peuvent substituer un avoué, un agréé, un agent d'affaires et ceux-ci sont, en fait, les défenseurs ordinaires devant les Justices de Paix de Paris.

Il y a donc, pour l'avocat, un intérêt évident à la généralisation de la réclamation de leurs honoraires en Justice et les arguments qu'on a coutume de présenter contre cette réforme, ne sont pas irréductiblement décisifs. Mais, en ce qui concerne l'hostilité très nette du Barreau de Paris, il convient peut-être d'en trouver la raison dans un motif plus particulier. Au moment de la discussion de cette question, au Congrès de Caen, un avocat parisien avait émis l'idée d'un texte législatif attribuant, pour les litiges de cet ordre, compétence unique à la première Chambre du Tribunal. Le Barreau de Paris semble donc craindre surtout, le droit de regard des Juges de Paix. Il faut le dire, les honoraires demandés par les avocats parisiens sont généralement plus élevés que ceux réclamés par leurs confrères de province. Un Juge de paix qui connaîtrait d'une action en réclamation d'honoraires, pourrait fort bien se dire, qu'il gagne péniblement en un mois, ce que l'avocat peut gagner en une seule affaire. Aussi, aura-t-il souvent tendance à réduire le montant de cet honoraire : de là le risque possible d'une taxation. Le maintien de l'interdiction, semble donc devoir être considéré, comme très favorable à l'avocat. Cependant, cet avantage peut parfois s'exercer au détriment des plus jeunes et des plus modestes. Pour le Barreau de Paris, comme pour les derniers Barreaux de province qui hésitent à élargir leur atti-

tude, un seul argument, à notre avis, pourrait encore leur faire maintenir leur position : les actions en justice, intentées par les avocats, ne vont-elles pas devenir très nombreuses ou tout au moins fréquentes ? Dans ce cas, l'atteinte portée à l'indépendance et à la dignité professionnelle pourrait présenter une certaine gravité.

Mais, ainsi que nous pouvons en juger par l'exemple des Barreaux qui autorisent la réclamation d'honoraires, ces actions sont, au contraire, exceptionnelles. Parfois, le client se montre récalcitrant parce qu'il sait, qu'une règle professionnelle le met à l'abri de tout risque. S'imaginant que cette règle est générale, il est bien étonné d'apprendre de son avocat, que celui-ci est autorisé, par son Barreau, à le poursuivre. Le plus souvent, il n'attend pas davantage pour acquitter le montant de sa dette. Nous savons, par des confrères de Versailles, dont le Barreau admet l'autorisation, qu'il leur suffit souvent de faire connaître ce fait au client de mauvaise volonté, pour qu'il s'acquille. La règle disparue, et cette disparition étant connue du public, il est donc à prévoir que la simple menace d'une poursuite judiciaire suffira souvent à faire pression sur le mauvais payeur.

Ces actions seront encore exceptionnelles, puisque l'adoption unanime de l'autorisation comportera l'adoption des règles particulières qui l'entourent, dans les Barreaux où elle existe actuellement. Les avocats, en effet (et il est légitime qu'il en soit ainsi), n'ont pas la pure et simple liberté d'intenter, comme il leur convient, leurs actions en réclamation d'honoraires. Ils doivent obtenir, pour cela, l'autorisation, soit de leur Bâtonnier, soit du Conseil de l'Ordre. Préalablement à cette autorisation, le client est convoqué. Bien souvent, la tentative de concii-

liation et l'arbitrage du Bâtonnier se révéleront suffisants. Cette pratique réduira donc, de façon très appréciable, les cas où ces différends devront être portés en Justice. Elle a, de plus, le mérite de faciliter le jugement de ces sortes d'affaires. Le Bâtonnier, en même temps qu'il donnera l'autorisation d'assigner, fixera le montant des honoraires que l'avocat devra réclamer. Ainsi, le plus souvent, sachant que la question a déjà fait l'objet d'un examen consciencieux, le Tribunal ne fera qu'entériner l'arbitrage du Bâtonnier. Dans ces conditions, l'indépendance de l'avocat ne pourra, vraiment, être mise en cause. De plus, il pourrait être convenu, à l'exemple de ce qui se passe dans certains Barreaux, que ces affaires seraient plaidées, non par l'intéressé, mais par un membre du Conseil de l'Ordre.

En résumé, il serait donc souhaitable que les Barreaux, sans exception, suppriment la règle de l'interdiction, mais qu'ils réglementent la pratique de l'autorisation, par les mesures particulières qu'ils jugeront les plus efficaces. Ainsi serait concilié le respect dû à la dignité professionnelle et les nécessités nouvelles créées par l'évolution de la profession.

La protection assurée à l'avocat par l'autorisation professionnelle de réclamer ses honoraires en Justice sera dès le début, absolument efficace. En effet, juridiquement le droit de l'avocat, qui n'a jamais été contesté, est parfaitement établi par la jurisprudence. A l'heure actuelle, toutes les conséquences normales qui découlent de ce droit sont affirmées.

Il est donc constant, en jurisprudence, que, quelles que soient les règles intérieures de leur Barreau, les avocats ont une action en Justice pour le

paiement de leurs honoraires (6). L'action de l'avocat est une action civile qui se prescrit par 30 ans. Un arrêt de la Cour d'Aix a expressément décidé qu'elle ne peut être portée devant les Tribunaux de commerce, « bien qu'elle soit formée contre un commerçant et pour paiement d'honoraires dus par le commerçant à raison d'une affaire se rattachant à son commerce ». Cette décision rappelle, de façon assez suggestive, le décret du 14 Décembre 1810, qui attribuait compétence pour la fixation des honoraires au conseil de discipline et, en cas de réclamation contre sa décision au Tribunal près duquel ce conseil était établi. Mais cette disposition ayant été abolie, l'arrêt d'Aix indique « qu'il est absolument certain et d'ailleurs reconnu par la Cour de Cassation que cette action est personnelle et mobilière, de la compétence du Juge de paix ou du Tribunal Civil suivant l'importance du litige ». (7)

La nature civile de l'action de l'avocat est la conséquence directe de la nature du contrat qui lie l'avocat à son client et ce même arrêt prend nettement position sur ce point. Il y a eu, en effet, controverse, sur le caractère du contrat et la Cour d'Aix rejetant une première opinion qui attribue à cette convention les caractères d'un mandat et une seconde qui veut y voir un louage d'ouvrage, déclare qu'il s'agit d'un contrat « innommé ». Voici les termes mêmes dont se sert la Cour d'Aix :

« Attendu qu'il est admis par la jurisprudence et la doctrine, que le mandat soit verbal, soit écrit,

(6) V. Cass. req. 30 avril 1839 (S.1839.1.474), Caen 1^{er} mars 1902 (S. et P. 1903.2.5), Dijon, 17 juillet 1905 (S. et P. 1907.2.172), Paris, 26 février 1908 (S. et P. 1909.2.297 ; Pand. pér., 1909.2.297) et la note de M. Wahl ; Alger, 27 février 1924 (Gaz. Pal. 1924.1.720).

(7) Aix, 14 juin 1905 (S. 1906.2.99).

gratuit ou salarié, sous quelque forme qu'il soit donné, est interdit à l'avocat ; que la convention formée entre lui et son client ne peut être considérée comme un contrat de mandat, puisqu'en fait, l'avocat, qui conseille son client et développe ses moyens de défense, ne le représente pas, conformément à l'art. 1984 du C. Civ., et qu'en droit, s'il recevait un mandat de cette nature, l'avocat dont la profession est incompatible aux termes de l'art. 42 de l'Ordonnance de 1822, avec toute espèce de négoce et particulièrement avec la profession d'agent d'affaires, deviendrait responsable de ses actes et comptable de sa gestion,

« Attendu que ce contrat n'est pas non plus un louage d'ouvrages, car il serait difficile de voir dans la profession d'avocat, libérale entre toutes, la location de services matériels ou d'un travail manuel ; que c'est simplement un contrat innommé... » (8)

L'action en réclamation d'honoraires de l'avocat, est donc une action civile et l'on ne peut invoquer d'exception en faveur des Tribunaux administratifs, même s'il s'agit d'honoraires perçus à l'occasion de la défense d'une administration publique. (9)

Si cette action concerne une femme dotale, elle peut s'exécuter sur les biens dotaux, à défaut de paraphernaux et dans la mesure où le travail de l'avocat a servi à la conservation de la dot. (10)

(8) Sur la nature de la convention d'honoraires, voir : Agen, 4 mars 1889 (S. 1889.2.139).

Baudry-Lacantinerie et Wahl : du mandat, d cautionnement, 1^{re} et 2^e édition, n. 378, p. 175.

Laurent : Pr. de Dr. Civil, Tome 27, n° 334.

Pothiers : Du Mandat. Ed. Bugnet. Tome III, p. 181.

(9) Trib. Civ. Fontainebleau, 11 janvier 1922. Aff. Hue c. Ministre de la guerre. Cité par Appleton. Op. cit. p.416.

(10) Civ. 20 Juin 1911 (S. 1912.1.357).

Quant aux sûretés dont peut être assortie la créance d'honoraires, l'arrêt de la Cour de Montpellier que nous avons précédemment cité en admet la possibilité : dans ce cas, elle reconnaissait à l'avocat le droit de constituer une hypothèque.

Une question reste délicate : celle du privilège attaché à la créance d'honoraires.

En ce qui concerne les matières criminelles et correctionnelles, la loi du 5 Septembre 1807 combinée avec le décret du 18 Juin 1811, admet le privilège de l'avocat pour les sommes dues par le condamné. Il y a sans doute, quelques difficultés d'interprétation sur l'étendue et le rang de ce privilège. Ce privilège peut-il être invoqué quand le prévenu est acquitté ? L'avocat vient-il par préférence au Trésor, ou, en concours avec lui, au titre des frais de Justice Criminelle ?

Il semble qu'il y ait lieu de répondre par l'affirmative à l'une et l'autre de ces questions. (11)

En matière civile, seuls, les droits de plaidoiries entrent en taxe. La créance d'honoraires ne bénéficie pas du privilège général attaché aux frais de justice (C. Civ. 2101, 1°), mais le Tribunal d'Auxerre, apportant en la matière une solution nouvelle, a admis par une décision du 2 Décembre 1922, que la créance de l'avocat bénéficiait du privilège attaché aux frais faits pour la conservation de la chose (C. Civ. 2102, 3°). Il convient de faire remarquer que la jurisprudence antérieure était absolument en sens contraire et que la doctrine approuvait entière-

(11) Sur cette question, v. Baudry-Lacantinerie et de Loy-nés. Tr. du nant., des privil. et Hyp., 3^e éd., T.I, n° 679 et s.; Appleton, op. cit., p. 424. Cass. Civ. 18 mai 1887 (S. 1887. 1.254). Trib. de Saumur ; 22 Déc. 1897 (S. et P. 1898.2.86) et les notes.

ment sa position (12). Le Tribunal d'Auxerre (13) avait donc à réfuter les arguments présentés par les adversaires de ce privilège et c'est ce qu'il entreprend dans son jugement. Quelle était donc l'argumentation traditionnelle ? Le travail de l'avocat n'a pu créer un droit puisque celui-ci est « préexistant ». D'autre part, son activité qui met sans doute ce droit en lumière, n'est cependant pas de nature à le « conserver » seule, la décision judiciaire qui intervient peut le reconnaître et le sanctionner.

Au premier argument de la thèse adverse, le Tribunal répond : « qu'un droit, s'il n'est pas mis en lumière, restera toujours préexistant, c'est à-dire inconnu et sans utilité ».

Quant au point de savoir si l'activité de l'avocat « conserve » le droit de son client, le Tribunal répond également par l'affirmative : « en réalité, c'est par une collaboration étroite, entre avoués et avocats, et entre ceux-ci et le Tribunal qu'apparaissent, sont mises en œuvre et sont résolues toutes les questions qui divisent les plaideurs ; que ce concours précieux apporté par l'avocat à l'œuvre de justice peut être considéré comme procurant ou contribuant à procurer la conservation de la chose ».

Sans doute le Tribunal d'Auxerre a-t-il obéi davantage à des considérations d'équité qu'au souci d'une stricte application des principes juridiques qui dominent cette question. Comme le fait remarquer M. le Professeur Solus, l'application de l'art. 2102, 3°, C. Civ., pouvait paraître, en l'espèce opportune, mais elle ne peut, juridiquement, se soutenir.

(12) Trib. de la Seine, 28 Fév. 1843 (1843.2.201) ; Trib. de la Seine., 6 Déc. 1906 (Rec. Gaz. Pal., 1907.1.9) ; Paris, 26 Février 1908 (S. et P. 1909.297) et la note.

(13) Trib. Civ. d'Auxerre, 27 Nov. 1922 (S. 1923.2.147).

Dans une remarquable critique de la solution adoptée, M. le Professeur Solus, soulève, en effet les arguments suivants : en matière de texte créant un privilège, la méthode d'interprétation restrictive s'impose. Peut-on dire, dans le sens strict de l'art. 2102 que l'avocat, en plaidant, a fait « des frais pour la conservation de la chose ? On peut contester, dit le Professeur Solus que « l'avocat a conservé la chose de son client ; la répercussion de la plaidoirie sur la décision judiciaire est une question d'espèce, dont la solution est singulièrement délicate. Assurément, lorsque le client perd son procès, elle est aisément résolue et le problème du privilège ne se pose pas. Mais lorsque son client le gagne, comment peut-on fixer la part qui revient à l'avocat ? Est-ce la plaidoirie de l'avocat qui a déterminé le juge à proclamer les droits de son client ? ou bien n'est-ce pas la force et le bien-fondé du droit lui-même et les preuves dont il était assorti qui l'ont fait l'emporter ? ». C'est donc le jugement, aboutissement de l'exercice de l'action en Justice, qui conserve le droit du plaideur et évidemment celui-ci est l'œuvre du Tribunal et non celle de l'avocat. — Sans doute, l'avocat y a-t-il apporté son concours, mais ce que la loi considère, c'est la « conservation » elle-même et non le concours apporté à la conservation. Le Tribunal d'Auxerre, en accordant ce privilège à la créance d'honoraires de l'avocat, a donc étendu le texte en dépit du principe d'interprétation stricte.

Relativement à la notion de « frais » de conservation, M. le Professeur Solus fait également une critique, nous semble-t-il, irréfutable : « On ne peut assimiler la plaidoirie aux frais dont il est question à l'art. 2012, 3°, C.Civ. Par ces frais, la loi a entendu désigner les avances, les déboursés, les impenses auxquels le créancier a dû faire face pour assurer la

conservation de la chose ; et le privilège tend à éviter que l'appauvrissement de son patrimoine ne soit définitif. Le privilège vise à assurer le remboursement, une sorte de *restitutio in integrum*. Or, peut-on dire que l'avocat ait fait de telles avances, se soit appauvri ?

Telles sont les principales solutions apportées par la jurisprudence en matière de réclamation d'honoraires. En ce qui concerne le droit de rétention sur les pièces du dossier tant que l'avocat n'est pas payé de ses honoraires, prohibé, il va s'en dire, par les Barreaux qui interdisent l'action en justice, il devrait, semble-t-il, être uniformément admis par la jurisprudence. Toutefois, un arrêt de la Cour d'Alger peut être cité en sens contraire. Mais, cet arrêt, fondé sur ce motif que l'avocat n'étant pas le mandataire du client, ne peut invoquer les règles du mandat pour retenir les pièces jusqu'au paiement des honoraires, oublie qu'il n'y a pas que le mandataire, qui peut jouir du droit de rétention. Tout créancier, détenteur d'un objet, à raison duquel sa créance existe, peut faire valoir un droit de rétention. C'est ce principe que reconnaît d'ailleurs la Cour d'Aix par son arrêt du 14 Juin 1905, qui admet le droit de rétention de l'avocat. (14)

Ainsi, il apparaît que l'avocat muni de l'autorisation d'assigner, de son Barreau, trouvera immédiatement une protection efficace. Un élargissement des règles professionnelles en la matière est certainement souhaitable. Autant il est des restrictions qu'il importe de sauvegarder pour assurer la véri-

(14) Aix, 14 Juin 1905 (S. 1906.1.99).

table indépendance de l'avocat, telle par exemple, la vieille interdiction connue déjà du droit romain, du pacte de quota litis, autant il est des révisions raisonnables et légitimes que rend nécessaires l'évolution actuelle de la profession.

CHAPITRE II

LA SITUATION FISCALE DE L'AVOCAT

Il n'entre pas, dans notre intention, de consacrer de longs développements à la situation fiscale de l'avocat. Rien n'est plus instable, en effet, que la législation, en matière d'impôt et un exposé minutieux risquerait d'être sans utilité pratique si demain des modifications législatives devaient bouleverser complètement le régime actuel.

Comme tous les travailleurs des professions libérales, l'avocat est soumis à la fois à l'impôt cédulaire des professions non commerciales et à la patente.

L'impôt sur le bénéfice des professions non-commerciales ne soulève aucune difficulté. Il est assis sur le bénéfice net, déduction faite des dépenses professionnelles: frais de bureau, de bibliothèque, de cotisations, loyer professionnel, frais de déplacements, amortissement des frais d'installation, rémunération des collaborateurs. La déclaration des bénéfices est faite par l'intéressé en même temps que celle de l'impôt sur le revenu, et sur la même formule. Evidemment, le contrôle fiscal s'avère assez difficile, bien que depuis le 1^{er} Juillet 1934, les avocats soient astreints à tenir un livre journal. Ce livre journal doit présenter, jour par jour, le détail des recettes professionnelles. Il ne comporte, à raison du secret professionnel, que le détail des sommes en-

caissées : il n'est jamais fait mention du nom du client. Cependant, le contrôleur peut toujours exiger des renseignements complémentaires : s'il l'estime insuffisant, il peut substituer un chiffre supérieur à celui de la déclaration. L'avocat est admis alors, à faire valoir ses explications et si le désaccord persiste, il est soumis à une commission de taxation. Une disposition intéressante mérite d'être notée : les différends peuvent être soumis préalablement au Bâtonnier.

Mais si cet impôt n'a jamais soulevé de protestations de la part des avocats, il n'en est certes pas de même de la patente.

La question de la patente est toujours actuelle, bien qu'une réforme de 1934 ait apporté une assez large satisfaction aux justes revendications des professions libérales. Mais, pour bien comprendre la portée de cette réforme, il est nécessaire de faire un bref retour en arrière. Il importe de déterminer ce qu'étaient antérieurement ses caractéristiques.

Les avocats sont soumis à la patente depuis la loi du 18 Mai 1850, mais cet impôt est beaucoup plus ancien, puisqu'il date de Henri III : c'était sous la dénomination de lettres patentes, le prix du monopole accordé aux corporations. Après une courte disparition, avec le décret du 22-23 Mars 1793, la patente était rétablie le 4 Thermidor an III, cependant, seuls, les commerçants y étaient soumis. En 1850, à la suite de difficultés financières, l'Etat se vit dans l'obligation d'y assujettir les avocats.

Avec l'institution de l'impôt général sur le revenu, au cours de la grande guerre, la patente cesse d'être un impôt d'Etat pour ne plus être qu'un impôt départemental et communal.

C'est ce qui explique les difficultés sans nombre, qu'eurent à vaincre les partisans de la réforme

de la patente. Celle-ci était intimement liée à la grande question de la refonte des impôts locaux. Les moindres transformations dans ce domaine, ayant des incidences souvent inattendues, on s'explique aisément, le retard apporté par le législateur à remédier à une situation qui tendait, chaque jour, à devenir de plus en plus intolérable aux professions libérales.

En effet, les professions libérales, étaient beaucoup plus que les commerçants surchargées par la patente. Les professions assujetties à la patente, étaient réparties entre quatre tableaux, les avocats figurant au tableau D. Cette répartition était arbitraire, puisque les experts près les Tribunaux, par exemple, figuraient au tableau A ; les assujettis du tableau D étaient soumis à un droit proportionnel calculé sur la valeur locative de l'ensemble des locaux d'habitation. Ce droit était égal au $1/15$ de la valeur locative pour les loyers inférieurs à 8.000 fr. et à $1/10$ pour les loyers supérieurs à 8.000 fr. Ce droit était alors multiplié par le nombre des centimes additionnels départementaux et communaux. Le régime des trois autres tableaux était, tout de même, plus avantageux. Certes, les commerçants, par exemple, payaient un droit fixe, auquel échappaient les avocats par suite d'une exemption qui, à l'origine, était considérée comme une mesure de faveur. Mais, le droit proportionnel était assis sur les seuls locaux professionnels et, de plus, le pourcentage imposable pouvait descendre jusqu'au $1/40$. La conséquence pratique était la suivante : à Paris, alors que pour les commerçants, la patente représentait le $1/4$ du loyer, celle-ci atteignait 70/100 pour les patentés du Tableau D, dans certaines villes de province, où les centimes additionnels étaient particulièrement élevés, la patente atteignait parfois

le triple du loyer. Dans ces conditions, on comprend les récriminations des professions libérales ; à plusieurs reprises, le Parlement fut saisi, les ministres des finances successifs firent valoir qu'une telle réforme aurait pour effet de compromettre gravement l'équilibre des finances locales. Si, en effet, on se reporte au budget de la ville de Paris, on constate qu'en 1914, la patente représentait 22 % des recettes totales, tandis que la contribution foncière représentait 48 %, la contribution mobilière 20 %, la taxe sur les portes et fenêtres 10 %. En 1932, au contraire, la patente représente 48,2 % des ressources totales, la contribution foncière 29 % et la contribution mobilière 22,8 %.

Les partisans de la réforme proposèrent plusieurs mesures : certains demandèrent que seuls, les locaux professionnels, et non plus l'ensemble des locaux d'habitation fussent soumis au droit proportionnel. Les vétérinaires étaient d'avis de transférer les professions libérales du tableau D au tableau A. Ainsi, elles seraient soumises au droit fixe et au droit proportionnel. Mais, celui-ci aurait été fixé au 1/30 de la valeur locative des locaux professionnels.

Les professions libérales crurent avoir remporté un avantage décisif, lorsque le Parlement vota la loi du 16 Avril 1930 qui restreignait, à partir du 1^{er} Janvier 1931, l'assiette de la patente à la valeur locative des seuls locaux professionnels. Mais, c'était là un succès sans lendemain, car, l'application de la loi fut constamment différée. En 1934, après une très vive campagne, les professions libérales obtenaient enfin satisfaction. Cependant, l'administration, en échange de cette restriction de la patente, soumit les aténptés du tableau D au droit fixe, rétablissant ainsi l'égalité. A Paris, ce droit fixe dont le principal est modique, 140 fr., atteint, lorsqu'on le

multiplie par les centimes additionnels, près de 1.400 francs. Le droit proportionnel, assis sur la valeur locative des seuls locaux professionnels, est égal au $\frac{1}{20}$ ou au $\frac{1}{10}$ du loyer suivant l'importance des locaux. En principe, le loyer professionnel est égal au $\frac{1}{3}$ du loyer d'habitation.

La conséquence de cette réforme fut d'abaisser pour Paris, le taux de la patente de 70 % à 25 % pour les loyers moyens de 8.000 à 15.000 fr. ; mais, si cette catégorie était dégrevée, l'adoption du droit fixe surchargeait les petits loyers, alors que les très gros loyers étaient démesurément exonérés ? C'est un exemple des cas assez nombreux où une modification législative entraîne des résultats inattendus. Un correctif était nécessaire. Le décret du 30 Octobre 1935 releva du $\frac{1}{10}$ au $\frac{1}{5}$ le droit proportionnel sur les loyers professionnels supérieurs à Paris 100.000 habitants, de 3.800 dans les autres villes. Cette fois, le décret eut pour effet d'écraser à nouveau les gros loyers. Si la situation était relativement tolérable pour les avocats, il n'en était pas de même pour les architectes, les notaires astreints à occuper des locaux professionnels importants : à nouveau, la patente était égale ou supérieure à leur loyer total. Aussi, une nouvelle campagne fut-elle entreprise auprès des pouvoirs publics. Un texte fut élaboré, d'accord avec la direction des Contributions Directes : il liait le sort des gros loyers professionnels à celui des petits, réclamant pour les premiers la fixation du pourcentage imposable au $\frac{1}{8}$ au lieu du $\frac{1}{5}$ et pour les seconds la réduction du droit fixe à la moitié, pour les locaux professionnels ne dépassant pas à Paris 3.000 fr., 1.500 fr. dans les villes de plus de 100.000 habitants, et 1.000 fr. dans les autres villes. Cette disposition fut votée à la Chambre le 3 Mars 1936, mais, rejetée par la Commission

des Finances du Sénat, à la suite d'une intervention de son Président, M. Caillaux, qui la combattit vivement, à raison de ses répercussions financières.

Cependant, à la suite des démarches faites par la Confédération des Travailleurs Intellectuels, M. Baron reprit, sous forme d'amendement, le projet voté par la Chambre. Mais, au cours des navettes effectuées entre la Chambre et le Sénat, l'amendement relatif aux gros loyers, qui s'était trouvé séparé de celui relatif aux petits, fut voté au Sénat par surprise. Ainsi, la loi du 31 Décembre 1937, ramenait du 1/5 au 1/8 le droit proportionnel des gros loyers professionnels. Cependant, pour les petits loyers, la question reste entière ; il serait souhaitable qu'une réforme intervienne rapidement sur ce point, en attendant la réforme générale des finances locales toujours en gestation.

Telles sont les principales dispositions de la législation actuelle de la patente des professions libérales.

Certaines questions plus spéciales ont été réglées par décision du Conseil d'Etat. Ainsi, en ce qui concerne l'avocat qui n'est pas locataire, mais propriétaire des locaux professionnels qu'il occupe, un arrêt du Conseil d'Etat du 4 Décembre 1931, précise que : « la valeur locative servant à l'établissement du droit proportionnel de patente, doit, en l'absence d'un bail, être déterminé par comparaison ou par voie d'appréciation directe, compte tenu des lois qui limitent la hausse des loyers » (1). En ce qui concerne les loyers professionnels des immeubles construits avant 1914, un autre arrêt décide que

(1) Rev. des Impôts : Décembre 1932. N° 3.674.

l'assiette de la patente doit être réduite au taux prévu par les lois des 1^{er} Avril 1926 et 29 Juin 1929.

Enfin, un arrêt de 1933 précise encore à ce sujet que : « ne saurait être imposé au droit proportionnel de patente, sur une base supérieure au maximum légal, le contribuable dont le bail stipule un loyer dépassant ce maximum ». (2)

En principe, tous les avocats inscrits au Tableau sont assujettis à la patente. En effet, la condition essentielle d'assujettissement à la patente, est formellement indiquée au tarif des patentes annexé à la loi du 15 Juillet 188 : c'est l'inscription au Tableau. C'est en raison de cette condition préalable que sont exonérés les avocats stagiaires : ils ne deviennent donc pas imposables à la patente, même s'ils exercent effectivement et lucrativement la profession. Ils ne sont soumis qu'à l'impôt cédulaire, qui frappe les bénéfices professionnels nets supérieurs à 10.000 fr. Ils ne sont pas non plus assujettis à la patente, s'ils demandent la prolongation de leur stage qui, d'après le décret de 1920, réglementant la profession d'avocat, peut être porté à cinq ans sur la demande de l'avocat stagiaire.

Comme conséquence de cette condition, l'avocat inscrit qui n'exerce pas effectivement la profession ne peut être dispensé de l'obligation de payer la patente. Une décision du 21 Février 1933 a cependant admis qu'un avocat honoraire encore inscrit n'était pas imposable. Cette décision était certes en fait équitable, mais il faut reconnaître qu'elle était juridiquement mal fondée. Il est à souhaiter que la jurisprudence ne persévère pas dans cette voie et

(2) Gâz. 21 Février 1933.

maintienne comme condition essentielle et suffisante de l'imposition à la patente, l'inscription au Tableau. On ne voit pas quel intérêt pratique, peut avoir un vieil avocat à conserver son inscription au Tableau, alors qu'il n'exerce plus la profession ; on conçoit très bien, au contraire, quel avantage constitue pour le jeune avocat le critérium juridique de l'imposition tel qu'il est donné par le tarif de 1880. La dispense de la patente étant le seul privilège réservé aux stagiaires, il est essentiel qu'elle soit maintenue.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Depuis quelques années, le problème de la natalité est à l'ordre du jour. Le gouvernement, qui détenait le pouvoir, avant la guerre de 1939, avait réuni, en un seul texte, toute la législation afférente à la famille, en la clarifiant et en la complétant, fort heureusement. Parmi les nombreuses mesures de toutes sortes, destinées à protéger la famille, à relever la natalité française, il en est une qui revêt une importance toute particulière : celle des allocations familiales.

Le législateur a posé le principe que toutes les familles françaises, sans aucune exception, devaient être encouragées : ouvriers, paysans, fonctionnaires, travailleurs indépendants devaient tous bénéficier des allocations familiales. Si le problème est relativement facile à résoudre pour les premières catégories de travailleurs, et, il l'était déjà en partie, puisqu'il s'agissait plutôt du relèvement du taux des allocations que de créations nouvelles, tout était à faire, pour la catégorie des professions intellectuelles.

Est-ce à dire que les Barreaux n'avaient rien fait jusque-là pour aider les familles de leurs membres ? Non, à Lille, par exemple, où les traditions

familiales sont très fortes, le Barreau n'avait pas organisé de retraite mais versait à ses membres une prime au moment de la naissance de l'enfant. Au Barreau de Versailles, fonctionnait un système particulièrement heureux : une prime fixe de 1.000 fr. à la naissance du premier et du 2^e enfant, de 1.500 francs à partir du troisième était versée à tout avocat inscrit ou stagiaire. En outre, des allocations familiales variables suivant les ressources de la Caisse de Prévoyance étaient chaque année, réparties entre les avocats, proportionnellement au nombre de leurs enfants. Mais, de telles organisations, n'avaient pour les Barreaux, qu'un caractère facultatif, et nombre de Barreaux ne s'étaient jamais préoccupés de cette question.

C'est l'art. 34 du décret-loi du 29 Juillet 1939, plus connu sous le nom de Code de la Famille, qui a posé le principe de l'obligation, pour les travailleurs indépendants, de s'affilier à des Caisses d'Allocations.

Nous nous proposons d'examiner les réalisations qui ont suivi la parution de ce texte et de présenter nos observations sur la matière.

L'art. 34 pose le principe de l'obligation dans les termes suivants : « les travailleurs indépendants, doivent s'affilier aux organismes de compensation, agréés par le Ministre du Travail et constitués en vue de répartir les charges résultant des Allocations Familiales. Ces organismes peuvent être, soit des Caisses spéciales, soit des sections organisées au sein des Caisses de Compensation, et ayant un fonctionnement comptable et financier distincts ».

La guerre éclatait un mois après, et la création d'une Caisse d'Allocations se trouvait, ainsi, retar-

dée. A la fin de 1940, sur l'initiative de la Chambre de Travail Intellectuel se créa une association, ayant pour objet l'organisation et la gestion du service des Allocations Familiales. Cette association prit la dénomination de « Caisse d'Allocations Familiales des Professions Intellectuelles ». Cette Caisse comporta, dès son origine, une section du Barreau présidée par M. le Bâtonnier Payen, président de l'Association Nationale des Avocats. Cette section a, comme le prévoit le Code de la Famille, un fonctionnement financier et comptable distincts de ceux des autres sections. C'est le 7 Décembre 1940 que furent élaborés les statuts de la Caisse. Après avoir donné dans l'art. 1 une définition du Travailleur indépendant, semblable à celle de l'art. 34 du Code de la Famille, qui s'exprime en ces termes: « Sont considérés comme travailleurs indépendants, tous ceux qui, sans être salariés, ont leur occupation principale dans l'exercice d'une profession intellectuelle ou libérale », l'art. 3 des statuts détermine les conditions que doivent remplir les adhérents :

L'adhérent doit s'engager, par écrit, à respecter les statuts et à payer les diverses contributions prévues par le règlement général. Les contributions sont les suivantes : 1) un droit d'entrée, égal au 1/6 de la contribution de la première année ; 2) une cotisation annuelle fixe ; 3) une contribution destinée à faire face au paiement des allocations et primes.

Pour la fixation du taux des cotisations, la Caisse a adopté le système de la réaprtition. A la fin de chaque trimestre, il est fait masse des sommes nécessaires au paiement des primes à la première naissance et des allocations familiales. La réserve est constituée par le droit d'entrée.

Le paragraphe de l'art. 4 prévoit la radiation de l'adhérent qui n'a pas payé les contributions lé-

gales ou statutaires. En ce qui concerne l'administration de la Caisse, elle est assurée, dit l'art. 7, par une Commission de gestion de 9 membres, au moins, de 35 au plus, élus par l'Assemblée Générale. Conformément à la loi du 29 Juillet 1939, 1/4 des membres, doit être pris parmi les membres adhérents chargés de famille. La durée des fonctions est de 6 ans. La Commission se renouvelle par tiers tous les 2 ans.

L'art. 15 détermine les attributions de la Commission de gestion : elle a tous pouvoirs pour agir au nom de la Caisse, en vue de son administration, sous le contrôle de l'Assemblée Générale. Sa tâche la plus importante, consistera, à répartir, entre les associés les charges incombant à la Caisse. Elle déterminera le montant et le mode de paiement des allocations familiales et assurera la gestion du fonds de réserve. Enfin, elle élaborera le règlement intérieur de la Caisse. En application de l'art. 4 du Code de la Famille, l'art. 17 des statuts prévoit la création de sections professionnelles, ayant un fonctionnement comptable et financier distincts. Une assemblée générale se réunit chaque année et exerce les attributions énumérées par l'art. 22 : elle entend les rapports de la Commission de gestion, elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour, donne à la commission de gestion tous pouvoirs, autorise les opérations sur les immeubles : emprunts, constitution d'hypothèque. Enfin, elle pourvoit au renouvellement des membres de la Commission de gestion.

Au point de vue financier, les ressources de la Caisse sont constituées, tout d'abord, comme nous l'avons indiqué précédemment, par les droits d'entrée et cotisations versés par les adhérents. L'article

26 énumère comme recettes complémentaires : les subventions de l'Etat, et, éventuellement, une contribution allouée par une Caisse de surcompensation. L'art. 27 prévoit le chapitre des dépenses : paiement des allocations et primes, frais de gestion de la Caisse, participation aux frais de gestion du fonds de surcompensation et contribution éventuelle à ce fonds ; toutes autres dépenses autorisées par la loi et les règlements.

Telles sont les principales dispositions des statuts de la Caisse. Une note de la section du Barreau indique à MM. les Bâtonniers les avantages de cette Caisse.

La Caisse sert toutes les allocations prévues par la loi, c'est-à-dire : la prime à la première naissance, pour le premier enfant de nationalité française, né en France, viable et légitime, dans les deux années qui suivent la célébration du mariage ; les allocations pour charges d'enfants résidant en France jusqu'à l'âge de 21 ans s'ils poursuivent leurs études.

L'art. 34 du Code de la Famille, n'accorde pas aux travailleurs indépendants l'allocation de la mère au foyer.

Le calcul du taux des allocations a pour base le salaire moyen mensuel du département de la résidence du chef de famille, l'allocation est de 10 % de ce salaire pour le deuxième enfant, de 20 % pour le troisième avec augmentation de 20 % par enfant au-dessus du troisième.

Dans chaque département : le salaire moyen varie suivant que les localités comptent plus ou moins de 2.000 habitants, agglomérés ou assimilés. A Paris, le salaire moyen est fixé à 1.500 fr. Pour les bénéficiaires, les cotisations seront déduites des allocations à recevoir. A défaut de paiement des cotisations, une sanction est prévue : une majoration

de 10 %, à laquelle peut s'ajouter une nouvelle majoration de 10 % par mois de retard. De plus, la loi édicte une amende de 5 à 15 fr. et de 16 à 200 fr. en cas de récidive.

Tel est le régime des allocations familiales pour les travailleurs indépendants et plus particulièrement pour le Barreau. Désormais, une réglementation d'ensemble régit les Allocations Familiales pour le Barreau. Elle est la réalisation d'un principe en soi excellent ; en raison de l'extrême urgence de la question, le législateur et les distingués praticiens qui se sont chargés de la résoudre se sont vus dans l'obligation de hâter la solution. C'est pourquoi, semble-t-il, certains aspects du problème n'ont peut-être pas été envisagés.

Ainsi, le législateur a donné, dans l'alinéa 1 de l'art. 34 cette définition du travailleur indépendant : « est considéré comme étant travailleur indépendant, quiconque, sans employé ni salariés, a son occupation principale dans l'exercice d'une profession commerciale ou libérale et en tire son principal revenu ». A-t-il prévu qu'un certain nombre d'avocats vont pouvoir invoquer ce texte pour motiver leur refus d'adhérer à la Caisse ? A notre avis, trois catégories d'avocats pourront se prévaloir de cette disposition. En effet, la plupart des avocats stagiaires, d'abord, pourront venir affirmer, sans crainte d'être contredits, qu'ils ne tirent pas de l'exercice de leur profession « l'essentiel de leurs revenus ». Pour beaucoup, la situation d'avocat stagiaire n'est que très modeste et le salaire mensuel de base, tel qu'il est établi, est bien loin d'être atteint. S'ils peuvent se permettre d'attendre les années meilleures où l'exercice de leur profession leur assurera « l'essentiel de leurs revenus », c'est en raison de leurs res-

sources personnelles, de l'aide que peut leur apporter leur famille, du prêt d'honneur que certains Barreaux ont institué pour venir en aide aux jeunes confrères sans fortune.

Autre catégorie, celle des retraités, anciens fonctionnaires en particulier, qui viennent chercher par une inscription tardive au Barreau un complément et non l'essentiel de leurs revenus, constitué par leur retraite parfois fort importante.

Situation quelque peu analogue, celle de l'avocate mariée qui n'apporte, par l'exercice de sa profession, qu'un appoint fort réduit aux revenus du ménage, dont l'essentiel proviendra de l'activité du mari. Nous ne faisons pas allusion ici au ménage d'avocats soumis à l'obligation d'une double cotisation dont nous examinerons ultérieurement le bien-fondé. Il serait, en effet, bien difficile de déterminer lequel des deux conjoints a pu assurer par l'exercice en commun de la profession, l'essentiel des revenus. Pourtant, il est des cas où la femme, simple secrétaire du mari, se trouve dans la même situation que le jeune avocat vis-à-vis de son patron : la part effective de la collaboratrice se trouve pratiquement insignifiante.

Une dernière catégorie pourrait encore se prévaloir de la définition légale : celle des avocats exerçant normalement la profession mais dont la fortune personnelle constitue l'essentiel de leurs revenus.

Supposons le cas d'un avocat possédant 200.000 francs de rente et qui retire de l'exercice de la profession 50.000 à 60.000 francs. Si l'on prend à la lettre la définition de l'art. 34, elle ne peut lui être appliquée.

Cette dernière catégorie, toutefois, nous apparaît beaucoup plus théorique que réelle. Non que le

nombre des avocats fortunés soit restreint, bien au contraire ! Mais, n'auront-ils pas à honneur, plus que tout autre, de participer volontairement et généreusement à cette œuvre de solidarité confraternelle ?

La deuxième catégorie semble, peut-être, devoir créer un risque plus sérieux : l'avocat tardif aura-t-il toujours la mentalité traditionnelle de l'avocat de carrière, faite d'un si complet désintéressement et d'une si totale intégrité ? L'ancien fonctionnaire, n'aura pas connu, pendant ses jeunes années, cette discipline rigoureuse parfois, mais toujours bienfaisante et ses exemples, si nombreux, de haute probité. Surtout, il faut bien se dire, que l'avocat tardif n'aura que très exceptionnellement un intérêt personnel à donner son adhésion à la Caisse des Allocations : en raison de son âge, il sera bien rare qu'il ait encore à sa charge des enfants de moins de 17 ans. Peut-être objectera-t-on, qu'en ce cas, il serait équitable de ne pas lui imposer cette charge ? Nous ne le pensons pas. Le retraité qui s'inscrit au Barreau et trouve dans la profession d'avocat un complément de revenus est un privilégié. Nous nous trouvons en présence de ce paradoxe : l'avocat retraité n'a plus le droit de rechercher dans l'exercice de sa profession un complément de sa retraite, et l'ancien fonctionnaire, l'ancien militaire, jouissant d'une retraite autrement importante que celle de l'avocat, ont encore à l'heure actuelle, cette possibilité. Il eut, sans doute, été souhaitable de généraliser cette interdiction du cumul qui frappe désormais l'avocat et de reprendre sur ce point, les suggestions de la proposition Pomaret, qui interdisaient le cumul d'une retraite avec l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou libérale. Quoiqu'il en soit, et tant qu'une réforme ne sera pas interve-

nue à ce sujet, il est légitime que les bénéficiaires de cet état de choses supportent dans leur intégralité, les charges afférentes à la profession d'avocat.

Il n'y a, de même, aucun argument de principe qui permet de revendiquer, pour l'avocate mariée, un traitement de faveur. Si, cependant, son mari est affilié à une Caisse Professionnelle d'Allocations Familiales et qu'il en assume les charges, en en obtenant les avantages, en qualité de chef de famille, il est satisfait au vœu de la loi et l'on comprend mal la nécessité d'une double affiliation. Peut-être, fera-t-on remarquer que cette obligation n'est qu'une pénalité raisonnable contre la femme qui, malgré le désir du législateur, ne s'est pas empressée d'effectuer le « retour au foyer ». Cependant, on ne peut concevoir aucune pénalité sans texte et dans les cas où la loi n'a pas formellement interdit à la femme de travailler, celle-ci conserve sa complète liberté, sans possibilité de sanction. L'avocate mariée, pourrait-on encore objecter, aurait la possibilité, en abandonnant l'exercice de sa profession, d'obtenir la prime de la mère au foyer, si la situation de son mari comporte cet avantage et si elle remplit les conditions prévues : un enfant de moins de cinq ans ou deux enfants au-dessous de 14 ans. Si elle renonce à ce bénéfice, c'est qu'elle retire de son activité professionnelle, un revenu appréciable. Il est donc juste qu'elle fournisse, sous forme de contribution à la Caisse des Allocations, une certaine compensation. Sans nous arrêter à la critique de cette objection, il nous est permis de dire qu'elle ne s'applique pas à la femme dont le mari est avocat, puisque pour celle-ci, l'art. 34 indique qu'elle ne peut prétendre à cette prime.

En ce qui concerne la catégorie des avocats stagiaires, il eût été, semble-t-il, légitime de la dis-

penser de l'obligation de l'affiliation à la Caisse, pendant toute la durée du stage et non seulement au cours de la première année. Il est fort peu à craindre, pourtant que les avocats stagiaires se prévalent d'une argutie de texte pour s'y soustraire. Ne sont-ils pas, en général, soumis à la discipline de l'Ordre et respectueux de ses décisions. Il est à supposer de plus qu'ils feraient preuve du même esprit de désintéressement qui animait l'Union des Jeunes Avocats à la Cour de Paris et lui faisait renoncer à ses plus légitimes revendications, en matière d'assistance judiciaire, parce que l'Association Nationale des Avocats estimait qu'elles ne correspondaient pas à la « conception traditionnelle » de la profession. Il serait donc souhaitable qu'une modification de l'art. 34 écartât la difficulté que nous venons de signaler. S'il est équitable que certaines catégories d'adhérents échappent à l'obligation de l'affiliation, que ce soit en vertu d'une dispense formelle, par arrêté ministériel, en application de l'art. 3 du Code de la Famille.

Ainsi, le principe est nettement posé : adhésion obligatoire de tous les membres du Barreau. Mais, des sanctions efficaces ont-elles été prévues ? Nous avons indiqué qu'une majoration de 10 % et une amende de 5 à 16 fr. sanctionnaient le défaut de paiement des cotisations. Le dernier alinéa de l'art. 4 du Règlement général de la Caisse prévoit également une majoration de 10 % sur le montant des cotisations de la première année, « lorsqu'à défaut d'adhésion d'un assujetti, le Préfet a procédé à son inscription d'office ». En ce cas, il n'y a donc pas de sanction légale. Toutefois, la majoration de 10 % complète heureusement la sanction de l'inscription d'office, établie par l'art. 6 du décret-loi du 24 Avril 1940.

Une autre sanction est prévue par la loi du 18 Novembre 1940 : les assujettis ne pourront exercer leur droit d'électorat ou d'éligibilité aux Juridictions et Conseils Professionnels, que sur justification de leur affiliation à la Caisse de Compensation et du règlement de leurs cotisations échues : cette disposition pourrait recevoir son application au Barreau, au moment des élections aux Conseils de l'Ordre et au Bâtonnat.

On ne peut faire grief, à une loi d'ordre général, de n'avoir pas prévu une sanction disciplinaire d'une autre importance : la radiation de l'avocat qui n'aurait pas satisfait à cette obligation. Mais, il serait souhaitable, que le décret, qui doit sous peu régler la Profession d'avocat, l'établisse. Le Conseil de l'Ordre pourrait-il de sa propre autorité, prononcer, sinon la radiation, du moins une sanction qui, pratiquement, aboutit au même résultat : l'omission au Tableau ? Cependant, il a été jugé, par un arrêt de la Cour de Cassation du 5 Mai 1936, qu'elle devait être assimilée à une peine d'interdiction temporaire, lorsqu'elle sanctionnait le non-paiement prolongé de cotisations (1). L'omission au Tableau, en vertu de cet arrêt et aux termes de l'art. 32 du décret du 20 Juin 1920, ne peut excéder une année.

L'art. 34 du Code de la Famille a posé le principe général de la répartition des charges, résultant des allocations familiales. Il n'était donc pas interdit aux Caisses Professionnelles, d'aménager cette répartition. Cependant, les statuts de la section du Barreau, ne prévoient qu'une répartition égale, entre tous les membres adhérents. Cette solution, ins-

(1) Gaz. Pal. 1936.I.924.

pirée par un souci de simplification, n'a peut-être pas suffisamment tenu compte de certaines considérations d'équité : le modeste stagiaire de deuxième année paiera la même cotisation que l'ancien Bâtonnier, le jeune avocat, à qui l'exercice de sa profession assure un minimum de ressources, autant que l'avocat arrivé, dont le cabinet est, au su de tous, prospère et florissant. On ne manquera pas d'objecter qu'instituer pour les stagiaires un traitement de faveur pourrait se retourner contre eux : s'ils ne participent pas aux charges, auront-ils la possibilité d'obtenir les avantages des allocations familiales ? Objection sans portée, si l'on fait valoir que l'adhésion facultative demeure permise et que le nombre des jeunes stagiaires doit être assez réduit, pour que l'adoption de ce système puisse créer un risque sérieux au fonctionnement de la compensation. A cela, on pourra nous répondre, que notre argument, pertinent s'il ne s'agit que de l'allocation pour le deuxième enfant, reste sans valeur si l'on envisage la prime à la première naissance. Cette prime est déjà assez élevée : 3.000 fr., et, le nombre des jeunes avocats qui pourra la réclamer, appréciable. Mais il ne faut pas oublier, que le montant des cotisations ne constitue pas l'unique ressource de la Caisse des Allocations, et qu'elle peut compter sur l'appoint des dons et legs, sur les subventions de l'Etat, sans parler du jeu de la surcompensation. Elle peut donc tenir compte de certaines situations intéressantes, sans risquer de fausser son fonctionnement normal.

De plus, il lui eût été possible, sans dispenser complètement le jeune avocat de l'obligation d'adhérer et du paiement de la cotisation, de proportionner celle-ci de façon équitable. D'après ce que nous croyons savoir (car, officiellement aucun chiffre n'a encore été donné) la cotisation sera assez élevée : de

800 à 900 fr. au minimum. Cette charge apparaîtra donc, comme assez lourde pour le jeune avocat célibataire, plus lourde encore pour le jeune avocat marié, car à ce sujet encore, aucune distinction n'a été faite. Le jeune avocat marié et ayant déjà un enfant, subira le même traitement ; il s'agit là, évidemment, d'une situation transitoire, car à l'avenir, l'avocat père d'un premier enfant sera bénéficiaire de la prime à la naissance. Mais, les jeunes avocats, ayant à l'heure actuelle un enfant de 18 mois, qui n'ont pas bénéficié de la prime, qui ne toucheront aucune allocation, pas même celle de la mère au foyer, se trouvent soumis au traitement commun. Cette situation n'est nullement théorique : le Barreau de Versailles, à lui seul, comporte 4 cas de ce genre.

Entre la répartition égale et la proportionnalité intégrale, qui est, nous ne l'ignorons pas, presque impossible à réaliser dans la profession d'avocat, il y avait, cependant de la marge. Il eût été facile d'aménager des catégories.

Serait-il équitable, d'instituer également, pour les vieux avocats, un traitement de faveur ? Ceux-ci, vont avoir à subir les charges de l'affiliation à la Caisse, sans jamais en obtenir une contrepartie et après avoir, peut-être, élevé personnellement une nombreuse famille. Cependant, il est utile de faire remarquer, que les vieux avocats vont bénéficier d'une retraite qui aura été constituée par le versement de la presque totalité des droits de plaidoiries (90 %), droits de plaidoiries provenant même des affaires d'Assistance Judiciaire. Les jeunes avocats, eux-mêmes, auront donc apporté leur contribution à la constitution de cette retraite. Par un juste retour de la solidarité confraternelle, il est donc

normal que les vieux avocats participent aux charges des Allocations Familiales.

Telles sont les observations très générales, que nous nous sommes permis de présenter sur l'organisation actuelle des Allocations Familiales. Nous n'avions pas la prétention de soulever toutes les difficultés qui peuvent surgir à ce sujet : encore moins celle d'y répondre. Il est à souhaiter, cependant, qu'un examen approfondi de la question intervienne à son heure, c'est-à-dire, lorsque les premiers résultats pratiques du fonctionnement de la Caisse des Allocations seront acquis. Ce sera, n'en doutons pas, la tâche des futurs Congrès d'Avocats.

CHAPITRE IV

LE PROBLÈME DE LA PRÉVOYANCE

Les avocats, comme tous les membres des professions libérales, d'ailleurs, sont très mal protégés contre les risques divers qui peuvent les assaillir, au cours de leur existence : pas de demi-salaire pendant la durée de leur maladie, pas de rente à la suite d'une incapacité permanente, pas de retraite proportionnelle. Pourtant, lorsqu'un avocat décède prématurément, laissant une famille sans ressources ; lorsqu'à la suite d'un accident, il est dans l'impossibilité de continuer à exercer sa profession, il serait nécessaire de remédier à de telles situations.

Cependant, il ne faut pas se dissimuler, que cette organisation de la Prévoyance, apparaît non seulement dès l'abord, mais encore après mûre réflexion, comme extrêmement difficile à réaliser.

Dans ce domaine, peu de choses existent pratiquement à l'heure actuelle. Nous allons d'abord en faire l'étude, puis, nous rechercherons, parmi les suggestions émises au cours des différents Congrès, celles qui paraissent de nature à apporter, en la matière, un utile complément.

Actuellement, quelles ressources, les Barréaux ont-ils à leur disposition, pour faire face aux né-

cessités de la Prévoyance ? La première disposition législative en la matière, est du 31 Décembre 1921. Elle est due à l'initiative d'un avocat, M^e Liouville, député de Paris, et avait eu l'appui des Présidents Poincaré et Millerand. Très habilement introduit dans les dispositions générales d'une loi de finances, l'art. 96 édicte : « Les Barreaux institués près les Cours d'appel et les Tribunaux de première instance, seront sur leur demande autorisés, par décret, à appliquer aux besoins des œuvres de Prévoyance fonctionnant sous leur contrôle et organisées au profit de leurs membres, les allocations accordées par les tarifs pour droits de plaidoiries. »

Enfin, les droits de plaidoiries revenaient aux avocats. Curieuse histoire que celle de ces droits de plaidoiries, qui figuraient, pour la première fois, au tarif du 16 Février 1807, sous la rubrique suivante : art. 80 : « pour l'honoraire de l'avocat qui a plaidé la cause contradictoirement : à Paris, 15 fr., dans le ressort, 10 fr. — Art. 82 : pour l'honoraire de l'avocat qui aura pris le jugement par défaut : à Paris, 5 fr., dans le ressort, 4 fr. »

Pratiquement, ces droits de plaidoiries furent conservés par les avoués auxquels était, pourtant, attribué par le même décret, un droit fixe pour rémunérer leur travail matériel. Certains avocats évaluent à près d'un milliard, la somme que les avoués ont ainsi perçue au détriment des Barreaux.

Aux termes de la loi de 1931, le droit de plaiderie est devenu une « allocation » et a donc perdu son caractère primitif d'honoraires. C'est une véritable taxe qui est perçue en même temps que les autres frais de justice, par l'administration de l'Enregistrement, qui en effectue le versement aux Barreaux.

Cependant, ces ressources ne devaient pas de-

meurer entièrement à la disposition des Barreaux, car un décret du 26 Juin 1938 précisait l'affectation des ressources constituées par la loi du 31 Décembre 1921. « Seuls peuvent bénéficier des allocations pour droits et plaidoiries, les Barreaux qui justifient d'une application aux besoins des œuvres de Prévoyance fonctionnant sous leur contrôle et au profit de leurs membres et principalement à la constitution de pensions de retraites réversibles ou non. »

C'est ainsi, que les Barreaux qui ont adhéré à la Caisse Centrale des Barreaux Français, la principale organisation en matière de retraite, versent à cette Caisse le montant intégral de leurs droits de plaidoiries. Mais, celle-ci leur fait une ristourne de 10 %, qui est affectée aux œuvres de prévoyance. Cependant, les sommes ainsi obtenues sont faibles. La Caisse Centrale a perçu, du 1^{er} Mars 1938 au 30 Septembre 1939, une somme de 3.152.156 francs, ce qui représente une moyenne annuelle d'environ 2 millions de francs (1). C'est donc 200.000 francs seulement qui sont consacrés aux œuvres de Prévoyance autres que la retraite.

A raison de cette insuffisance (les créateurs eux-mêmes de la Caisse l'ont reconnu), il appartient à chaque Barreau de compléter l'œuvre de la Caisse par l'organisation entière de la prévoyance et de l'assistance à leurs membres.

Des Barreaux n'ont pas manqué de répondre à cet appel. Nous allons étudier deux initiatives particulièrement intéressantes : celle des Barreaux Alsaciens-Lorrains d'une part et celle du Barreau de Grenoble, d'autre part.

(1) Bulletin Ass. Nle des Avocats, n° 72, p. 7.

Dès 1934, les Barreaux Alsaciens ont constitué une caisse de secours mutuels : « l'Aide Confraternelle des Avocats inscrits au Barreau du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (2). Les statuts de cette société ont été approuvés par un arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance du 2 Mai 1934. Cette Société comprend deux caisses distinctes : la première est la Caisse des Barreaux, considérés en tant que personnes morales. Chaque barreau perçoit auprès de chacun de ses membres, au moment de leur inscription au tableau, un droit d'entrée de 500 fr., puis une cotisation annuelle de 200 fr. Le Barreau verse donc à la caisse, cette contribution à laquelle s'ajoute l'intégralité des droits de plaidoirie, les sommes ainsi versées sont capitalisées, les fonds placés à la Caisse des Dépôts et Consignations. Lorsqu'un avocat est atteint d'invalidité ou lorsqu'il décède prématurément, il touche un capital, ou une somme est versée à ses héritiers. Cette somme n'est pas déterminée : elle est fixée chaque année par l'assemblée générale de la Caisse. Cette organisation a donné d'excellents résultats, puisque en quatre années, l'Aide Confraternelle a payé aux familles des avocats décédés 425.000 fr. Il y avait eu 5 décès et 2 cas d'invalidité. On voit qu'une aide très substantielle a pu être apportée aux familles. M^e Jehl cite le cas d'un avocat décédé à 30 ans, laissant une veuve de 24 ans et 3 enfants dont l'aîné avait 3 ans. La caisse a pu lui verser une somme de 55.000 fr. qui a servi à l'achat d'un fonds de commerce (3).

A côté de cette caisse des Barreaux, existe une

(2) Rapport Sarrau sur la Caisse des Retraites. Btin Ass. Nle des Av., 1937, n° 64.

(3) Jehl, Btin Ass. Nle des Avocats, 1937, n° 64.

deuxième caisse à laquelle l'affiliation n'est pas obligatoire. Les membres qui désirent y participer versent un droit d'entrée de 210 fr. ; si un membre de la caisse décède, les participants versent alors, une somme variable selon l'âge du membre décédé : 205 fr. s'il a moins de 50 ans ; 105 fr. s'il a de 50 à 60 ans ; 65 fr., s'il a plus de 60 ans. Les héritiers toucheront alors la somme correspondante à autant de fois le montant de la participation qu'il y a de membres. Comme le nombre des participants est assez élevé et atteint environ le chiffre de 150, c'est donc approximativement une somme de 30.000 fr. ou une rente correspondant à ce capital dont bénéficieront les héritiers.

Voici un exemple d'organisation qui fournit un utile précédent et qui indique la voie dans laquelle il est souhaitable que la réforme s'engage. Le système adopté par les Barreaux Alsaciens-Lorrains est excellent en tous points. Aussi, le décret du 26 Juin 1938 les autorise-t-il à conserver cette organisation. Ce système n'encourt même pas le reproche que les Associations de jeunes avocats ont coutume de formuler contre le lourd fardeau que constitue, pour les avocats stagiaires, le paiement de cotisations élevées. Rien de tel ici, puisque c'est seulement au moment de leur inscription au Tableau que le droit d'entrée est réclamé, c'est-à-dire, à un moment où, en principe, l'avocat commence à avoir une situation matérielle mieux assurée. Une objection peut être faite : les stagiaires ne seront donc pas protégés contre les risques ? Il est facile d'y répondre : rien ne les empêche de participer à la caisse facultative qui leur assure des avantages substantiels.

Le Conseil de l'Ordre du Barreau de Grenoble a, lui aussi, organisé un système d'assurances en cas

de décès ou invalidité totale et en cas de maladie ou accident. (4)

Les avocats inscrits paient une prime de 375 fr. par an et sont assurés qu'à leur décès, les bénéficiaires désignés par eux toucheront un capital de 15.000 francs. Si l'avocat est atteint d'invalidité totale, il aura droit également à ce capital.

A côté de cette assurance décès, fonctionne une assurance maladie et accident, moyennant le paiement d'une prime de 375 fr. également. L'assuré ayant moins de 60 ans, touchera après le 31^e jour de maladie et pendant cinq mois, une indemnité de 100 fr. par jour. Disposition accessoire qui n'est pas sans valeur, la prime décès peut être réduite, par suite d'une participation aux bénéfices réalisés par le groupe ; cette réduction pourra atteindre 50 %, lorsqu'il n'y aura pas eu de sinistre dans l'année.

L'initiative du Barreau de Grenoble méritait surtout d'être mentionnée parce que la question du risque maladie était pour la première fois abordée et qu'elle recevait une solution satisfaisante et peu coûteuse.

Le système adopté pour l'assurance décès donne des résultats beaucoup moins intéressants que ceux qui existent en Alsace-Lorraine mais, cela ne doit pas nous étonner, puisque le Barreau de Grenoble, en adhérant à la Caisse Centrale des Barreaux Français, s'est privé de la presque totalité de ses droits de plaidoiries.

Le problème consiste donc essentiellement à trouver les ressources nécessaires, destinées à alimenter les caisses de prévoyance de chaque Barreau.

Le Barreau de Marseille a eu une idée ingé-

(4) Bull. -Ass. Nle des Avocats : n°72, p. 9, communication de M^e Guy.

nieuse qui pourrait être utile en la matière : celle de percevoir une somme de 3 fr. 50 sur chaque affaire enrôlée au Tribunal Civil, au Tribunal de Commerce, en Justice de Paix, au Conseil de Prudhommes et même sur les plaidoiries à la Cour (5). Le montant de cette perception était, d'ailleurs, affecté à la Caisse de Retraites. Une critique a été faite de ce système qui existait dans de nombreux barreaux étrangers : aucun compte n'est tenu de l'importance de l'affaire. La perception est la même pour une affaire de recouvrements commerciaux où les honoraires de l'avocat sont dérisoires, que pour une affaire, où des intérêts considérables sont en jeu et, par conséquent, les honoraires de l'avocat, élevés. Mais, il n'est pas impossible d'apporter à ces taux les modifications nécessaires. En tout état de cause, la mesure appliquée à Marseille, méritait d'être signalée. Elle constitue un essai intéressant qui s'efforce de proportionner la cotisation de chacun à son activité réelle.

Au congrès de l'Association Nationale des Avocats de Besançon, M^e Jacques Amblard a présenté un rapport sur le problème de l'invalidité. Il propose pour le résoudre deux systèmes (6).

Le premier système n'a rien de très original : il préconise uniquement l'assurance collective qui permettra d'obtenir des compagnies d'assurances, des conditions avantageuses, auxquelles l'avocat souscrivant une police isolée, ne saurait prétendre. L'assurance collective se proposerait de couvrir, à la fois, le risque invalidité et le risque accident. Par

(5) Bull. Ass. Nle, n° 64, M^e Sarran, rapp., p. 248.

(6) Btin Ass. Nle des Avocats, n° 64, p. 265. M^e J. Amblard.

quels moyens ? M^e Amblard propose une assurance complémentaire d'une assurance retraite. Quelques chiffres figurant au rapport de M^e Amblard, permettent de comprendre aisément le fonctionnement de ce système.

« Le souscripteur, à 30 ans, pour une prime annuelle de 1.249 r., participation aux bénéfices non déduite, recevra à 65 ans un capital de 91.026 fr, ou une rente de 11,350 fr. avec faculté d'option entre capital et rente à l'échéance et adjonction, à l'assurance retraite, de l'assurance-invalidité professionnelle. La garantie de l'assurance-invalidité est celle-ci : jusqu'à 60 ans, une rente de 10 % du capital (9.100 fr.) et suspension du paiement des primes retraites.

A 35 ans, la prime serait de 1.620 fr. ; à 40 ans de 1.962 fr. ; à 45 ans, de 3.085 fr. ; à 50 ans, de 4.654 fr ; à 55 ans, de 7.850 fr. Les avantages obtenus par l'adoption de ce système pourraient être assez intéressants, mais les primes sont encore élevées. Elles le sont, cependant, beaucoup moins que celles que devrait payer l'avocat isolé. Cette combinaison présentait l'avantage exceptionnel de l'adjonction de l'assurance retraite et de l'assurance invalidité, à une époque où la retraite du vieil avocat n'était pas encore assurée.

Le deuxième système garantit l'invalidité résultant de la maladie ou d'un accident sans que cette assurance soit liée à une assurance retraite,

Les avantages, pour le souscripteur d'une telle police, seraient les suivants : en cas d'invalidité permanente totale résultant soit de la maladie, soit d'un accident : une rente annuelle viagère de 12.000 fr. ; en cas de décès : versement d'un capital de 50.000 fr. ; en cas d'invalidité permanente partielle : verse-

ment d'nue rente annuelle calculée en fonction de la rente totale suivant un barème ; en cas d'incapacité temporaire : une allocation journalière de 50 fr. depuis le 15^e jour d'immobilisation jusqu'au 300^e jour. La prime demandée serait de 420 fr. seulement,

On voit immédiatement combien ce système serait intéressant. Pour une prime, à peine plus élevée que celle demandée aux avocats du Barreau de Grenoble, les héritiers du souscripteur toucheraient un capital de 50.000 fr., alors que le capital versé n'est, à Grenoble, que de 15.000 fr.

Il est aisé de concevoir l'immense avantage que présenterait, pour les petits Barreaux, l'adoption du second système préconisé par M^e Amblard. Ne groupant qu'un nombre d'avocats réduit, ces petits Barreaux ne peuvent obtenir des compagnies d'assurances des polices avantageuses. La réunion des Barreaux en une association se heurte, en même temps qu'à des difficultés d'organisation, à la tendance invincible qui porte jalousement chaque Barreau à sauvegarder jalousement son indépendance.

C'est pourquoi le système de M^e Amblard, nous paraît si ingénieux. Pas de susceptibilités à ménager ; pas d'organisme nouveau à mettre sur pied : c'est le Bureau de l'Association Nationale des avocats qui traitera avec les compagnies d'assurances. Par la masse qu'elle constitue, par le nombre de contrats qu'elle est susceptible de passer, l'Association Nationale des Avocats semble être toute indiquée, pour prendre une initiative de ce genre.

Comme on le voit, à l'heure actuelle, le seul régime de Prévoyance qui aurait le plus de chance d'être viable, devrait reposer surtout sur l'adoption d'un système d'assurances mutuelles, et, par voie de

conséquence, de cotisations. Mais, l'assurance organisée dans le cadre professionnel permettrait d'obtenir des résultats avantageux et pourrait présenter une extrême souplesse. Si, en raison de ressources exceptionnelles, les Barreaux pouvaient parfois assurer les secours complémentaires, qui dans des cas particuliers apparaîtraient de première nécessité, la protection de l'avocat en ce domaine, sans être parfaite, serait néanmoins suffisante.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES INITIATIVES EN MATIÈRE DE RETRAITES

Le problème des retraites était, depuis longtemps, l'objet des préoccupations de l'Ordre des Avocats. Aussi a-t-il été le premier à recevoir une solution d'ensemble. Elle est, cependant, toute récente, puisque la création d'une Caisse Centrale des Barreaux Français remonte seulement à 1938. Encore a-t-il fallu l'intervention législative pour vaincre les dernières résistances.

La première tentative en matière de retraites, date d'une cinquantaine d'années, lorsqu'un groupe réduit d'Avocats du Barreau de Paris créa un petit groupement amical, « La Parlotte », dont l'activité fut soutenue par le Cercle d'Etudes Professionnelles.

Mais le mouvement en faveur des avocats âgés n'a commencé qu'en 1921, après la fondation de l'Association Nationale des Avocats. Nous avons déjà vu précédemment qu'à la suite de l'initiative de M^e Liouville, député de Paris, l'article 9 de la loi du 31 Décembre 1921 prévoyait que les allocations pour droits de plaidoiries pouvaient, à la demande des Barreaux, être affectées à des œuvres de prévoyance

organisées par ceux-ci. L'œuvre de prévoyance essentielle, c'est la retraite, soutenait déjà, en 1922, M^e Jovart, dont le nom, avec ceux de M^{es} Sarran, Rodanet, Gabriel-Arnaud et Planty, est intimement lié au problème de la retraite.

Au Congrès de Strasbourg, M^e Rodanet, lisant le rapport de M^e Jovart, pressait les Barreaux d'obtenir le décret prévu par l'article 96, qui devait leur permettre de toucher leurs droits de plaidoiries et ainsi d'organiser leurs œuvres de prévoyance.

Mais c'est en 1923, qu'au Congrès de Rouen, M^e Sarran, le plus actif des pionniers de la retraite, présenta un projet ayant « pour objet la constitution d'une retraite minima pour tous les avocats inscrits, au moyen d'une caisse commune alimentée par les droits de plaidoirie, chaque barreau conservant la faculté de bonifier cette retraite au moyen de ses ressources personnelles » (1).

La proposition, faite en termes extrêmement précis, ne rencontra pas le succès qu'elle aurait mérité et fut renvoyée à la Commission. On sait ce que deviennent généralement les propositions ainsi renvoyées. M^e Sarran ne s'estimait pas battu et, avec un beau courage, revint à la charge au Congrès de Marseille. A la suite de la loi du 21 Décembre 1921, un certain nombre de Barreaux ayant sollicité et obtenu le décret prévu par l'article 96, avaient organisé leurs œuvres de prévoyance. Ils avaient adopté, pour cela, plusieurs systèmes. M^e Sarran les divisait en trois catégories : 1^o ceux qui avaient affecté les droits de plaidoirie à une caisse de prévoyance ou de secours ; 2^o ceux qui avaient fondé une caisse de secours mutuels ; 3^o ceux qui avaient affilié leurs

(1) Sarran : Projet de Création d'une Caisse de Retraites. Bull. Ass. Nle. Juillet 1923.

membres à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse. M^e Sarran combattait énergiquement les partisans de ce dernier système, qu'il estimait, avec juste raison, contraire à la loi de 1921. La répartition des droits de plaidoirie entre les confrères avec versement individuel à la Caisse des Retraites, ne répondait pas en effet au vœu de la loi qui affectait les droits de plaidoirie au Barreau en tant que personne morale. D'autre part, ce n'était qu'après 15 ans de versement que les titulaires des livrets pouvaient prétendre à une retraite. Enfin et surtout, ce système pouvait faire obstacle, par la suite, à la création d'une Caisse Nationale. M^e Sarran déposait donc le vœu suivant, tendant à ce que « provisoirement, les Barreaux qui ne pourraient organiser une véritable caisse de retraite, avec leurs ressources propres, se fédèrent en vue de constituer des caisses de prévoyance et de secours et s'abstiennent, jusqu'à plus ample informé, de toutes mesures susceptibles d'engager l'avenir » (2). Malgré sa modération et une déclaration, par laquelle il renonçait à la création d'une Caisse Nationale encore prématurée, il n'obtint pas satisfaction, et, après une vive escarmouche avec le Bâtonnier de Marseille, M^e Aicard, il dut même retirer son vœu.

En 1925, M^e Sarran, à nouveau, tenta de faire adopter cette mesure, mais sans plus de succès. Cette incompréhension s'explique quelque peu : la France est en pleine activité économique, après une courte période de crise. Un gouvernement stable est au pouvoir, notre pays traverse une période d'euphorie. Aussi, malgré quelques interventions, en 1926 et 1927, la question des retraites demeure toujours en

(2) Sarran. Projet de création d'une caisse de retraites. Btin Ass. Nle. Juillet 1924.

suspens. En 1929 et 1930, M^{es} Sarran et Bouscatier envisagent la possibilité de l'application, aux travailleurs intellectuels, de la loi sur les Assurances Sociales (3). Mais, on sent qu'il s'agit là beaucoup plus de débats académiques que de réalisations pratiques.

Les événements, pourtant, vont se charger de redonner de l'actualité au problème. Notre pays, après des années de vie facile, est lui aussi atteint par la crise : l'industrie et le commerce sont touchés, le chômage s'installe, tandis que l'avenir devient de plus en plus incertain. La situation internationale s'assombrit de jour en jour et l'Etat est contraint d'engager pour les armements des dépenses gigantesques. Les dévaluations se succèdent à un rythme accéléré. Les capitaux, qu'on avait amassés pendant les années brillantes d'après-guerre, fondent comme neige au soleil. Le Palais n'échappe pas à la crise, les affaires diminuent sensiblement. Les jeunes avocats s'impatiente, tandis que les vieux éprouvent quelque anxiété.

Aussi, paraît-on décité, en 1936, à étudier sérieusement la question. A la même époque, M. Pomaret dépose une proposition de loi qui suscite, dans tous les milieux intellectuels, un vif intérêt en même temps qu'une émotion légitime. Cette proposition, déposée sur le Bureau de la Chambre, le 6 Juin 1936, sous le titre : « Proposition de Loi tendant à assurer le placement immédiat et régulier de la jeunesse française », tend à remédier à l'encombrement des professions libérales et à organiser le marché du travail intellectuel. Cette proposition, très développée, comprenait six titres. Le premier était consacré à la limite d'âge ; le second au cumul ; le troisième

(3) Bouscatier : Rapport sur la possibilité d'augmenter les retraites par le jeu des A. S.

à la préparation professionnelle ; le quatrième à la protection des professions ; le cinquième aux fonctionnaires, et, le sixième au chômage des intellectuels. On voit qu'aucun aspect de la question n'a été négligé par l'auteur (4). En ce qui concerne la profession d'avocat, elle était directement visée aux articles 3, 5 et 24, respectivement au titre 1, 2 et 4.

C'est l'art. 3, du titre I, qui souleva dans le monde intellectuel, une réprobation unanime : M. Pomaret pose, en effet, le principe suivant : « tant qu'il n'y a pas de travail régulier et rémunérateur pour les adultes de notre pays, il n'est pas possible de permettre aux anciens de travailler ». M. Pomaret préconisait donc, purement et simplement, l'élimination des anciens par l'institution d'une limite d'âge. Voici le texte de l'art. 3 : « Nul ne peut exercer, à titre gratuit ou à titre onéreux, à partir de l'âge de 65 ans, la profession d'avocat, officier ministériel, docteur en médecine, vétérinaire, chirurgien-dentiste, comptable, banquier, pharmacien, sage-femme, architecte, géomètre, chef de service, salarié dans une entreprise industrielle ou commerciale, administrateur de société. » Cette condamnation sans appel, provoqua de vives réactions de la part des représentants des professions visées. Les jeunes avocats, eux-mêmes, ont déclaré qu'ils désapprouvaient la rigueur de l'art. 3, estimant que cette mesure d'un caractère féroce, n'avait même pas pour les jeunes les avantages que lui prêtait son auteur : l'élimination des anciens aurait pour effet de favoriser les avocats d'un âge mûr, la tendance instinctive du client, étant de s'adresser à des hommes d'expérience, plutôt qu'à des débutants.

(4) Rapport de M^e Véron sur la prop. Pomaret : Btin Ass. Nle 1937, n^o 62, p. 85.

Devant les récriminations unanimes du Barreau et du Corps Médical, le Bureau Universitaire de Statistique, qui était à l'origine de la proposition Pomaret, proposa une réunion commune des représentants des professions libérales. Déjà, une première réunion avait eu lieu le 22 Janvier 1937, réunion au cours de laquelle, les représentants étaient tombés d'accord sur le principe d'une retraite facultative, mais avec une participation obligatoire à une caisse professionnelle de prévoyance et de retraite. La deuxième réunion se tint, le 17 Juin 1937, au Musée Social, sous la Présidence de M^e Sarran, vice-président de la Confédération des Travailleurs Intellectuels. A la suite d'exposés de MM. Pomaret et Rosier, d'une longue discussion, à laquelle prirent part les membres présents, un accord complet fut réalisé, sur le texte suivant : « M. Pomaret s'est engagé à retirer sa proposition, pour y substituer un nouveau projet de loi qui imposerait aux Associations Nationales des principales professions libérales, l'organisation d'un régime de retraites, pour la constitution desquelles, les versements seraient obligatoires et contrôlés par l'Etat. Le droit à la retraite serait fixé à 65 ans. »

La proposition Pomaret avait donc eu, pour pour mérite de hâter la solution du problème de la retraite. Des réalisations devaient suivre rapidement. C'est ainsi, qu'en 1937, à la suite d'un accord intervenu entre l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs, un régime obligatoire de prévoyance et de retraites, était institué. En Juillet 1937, une loi instituait une Caisse de Retraites et d'Assistance pour les clercs de notaires.

Pendant ce temps, l'Association Nationale des Avocats faisait procéder auprès des Barreaux, à une

vaste enquête sur la situation des Caisses de Retraites. Le 19 Mai 1937, M^e Sarrau présenta, au Congrès de Besançon, un remarquable rapport sur la question. Le Congrès chargea, alors, une Commission d'élaborer un projet définitif. La difficulté était de financer le projet ; pour cela, il fallait obtenir un relèvement des droits de plaidoirie. Déjà, l'Association Nationale des Avocats s'était efforcée d'obtenir ce résultat. M. Léon Bérard, lors de son passage au Ministère de la Justice, avait préparé un projet de décret, qui, renvoyé au Conseil d'Etat, n'avait jamais vu le jour. Mais, l'Association Nationale, avec son président, M. le Bâtonnier Payen, insista à nouveau auprès du Garde des Sceaux, M. Vincent Auriol. Celui-ci, dont l'attention avait été attirée par la proposition Pomaret, donna des instructions, pour qu'un nouveau projet de décret fût préparé. La direction des Affaires Civiles, après examen minutieux, aboutit, cependant, rapidement, et, le 26 Février 1938, les droits de plaidoirie étaient relevés dans de notables proportions : c'est ainsi que, pour les affaires contradictoires, le droit de plaidoirie passait de 22 fr. 50 à 50 fr. ; surtout, réforme très importante, les affaires sommaires, qui, jusque-là, y échappaient, étaient soumises, elles aussi, au droit de plaidoirie. Cependant, le décret du 26 Février 1938 précisait que seuls pouvaient bénéficier de ces allocations « les Barreaux qui justifiaient d'une application régulière de ces allocations, aux œuvres de Prévoyance et principalement à la constitution de pensions de retraites réversibles ou non ». La formule de l'art. 96 de la loi de 1921 était donc sensiblement renforcée : pour la première fois, la constitution d'une retraite, en faveur des avocats, était nettement envisagée par le législateur. Il obéissait, ainsi, à la préoccupation de donner de la place aux

jeunes, en encourageant les vieux à la retraite. Soucieux du bon fonctionnement des caisses, le législateur posait le principe que « les pensions de retraites ne peuvent être constituées que par des versements à une caisse publique ou privée, autorisée à recevoir des allocations, par arrêté du Ministre de la Justice et groupant, au moins, 1.000 adhérents ou affectant une partie de ses ressources à une caisse de réassurances groupant au moins 1.000 membres ».

Ainsi, les grandes lignes de l'organisation d'une retraite professionnelle étaient définitivement arrêtées : les Barreaux n'avaient plus qu'à répondre aux intentions de la Chancellerie.

Le Barreau de Paris manifesta très rapidement l'intention de garder sa liberté et de conserver sa propre caisse, fondée en 1922, qui répondait aux conditions du décret du 26 Février 1938, puisqu'elle groupait plus de 1.000 membres. Cette attitude, parut un moment créer de nouvelles difficultés. Les Barreaux du Midi, par la voix du Bâtonnier Gabriel Arnaud, voulurent conserver, eux aussi, leur autonomie et s'affilier à une caisse de réassurance. En effet, un certain nombre de Barreaux avaient organisé des Caisses autonomes. M^e Sarran, dans son rapport du 17 Mai 1937, exposant les résultats de l'enquête menée auprès des Barreaux Français, notait que sur 76 réponses qui lui étaient parvenues, 41 Barreaux avaient créé une caisse de retraites. Ces Barreaux étaient généralement les plus importants. Parmi ceux-ci, citons : Paris, Aix, Alger, Agen, Angers, Amiens, Besançon, Casablanca, Clermont-Ferrand, Dijon, Douai, Grenoble, Marseille, Montpellier, Nancy, Nîmes, Rouen et Versailles. Certains Barreaux avaient adopté le système de la répartition des droits de plaidoirie entre leurs membres, as-

treints à adhérer à la Caisse Nationale de Retraites pour la Vieillesse : Lyon, Nantes, Orléans, Reims, Toulouse, Tours notamment. Enfin, les 7 Barreaux Alsaciens-Lorrains avaient constitué entre eux une société de secours mutuels, dont nous avons, par ailleurs, examiné le fonctionnement. Treize Barreaux n'avaient pu constituer de Caisses, faute de ressources.

En ce qui concerne les Barreaux Alsaciens-Lorrains, une disposition transitoire du décret de 1938 pouvait être invoquée en faveur du maintien de leur organisation particulière : l'art. 5 prévoyant que « peuvent être autorisés à recevoir des allocations les Barreaux ayant constitué une caisse de retraites antérieurement à la date de publication du décret de 1938 et groupant 350 membres.

La très grande majorité des Barreaux Français, devait donc, pour satisfaire aux exigences légales, envisager, soit l'adhésion à une caisse de réassurance, soit la participation à une caisse unique.

M^e Gabriel Arnaud, lors de la réunion du comité de l'Association Nationale des Avocats, le 9 Mai 1938, déclara que puisque la caisse ne pouvait être réalisée dès l'instant que le Barreau de Paris désirait conserver son indépendance, les Barreaux du Midi, eux aussi, demandaient à rester autonomes, tout en se rattachant à une caisse de réassurance. C'est alors, que le Bâtonnier Planty intervint en faveur de la création d'une caisse nationale de retraites. Il faisait valoir l'intérêt qu'avaient les petits barreaux à la création de cette caisse, qui seule permettait de répartir équitablement les risques et de résoudre, ainsi, la question. L'intérêt des grands barreaux n'en était pas moindre, puisqu'ainsi ils étaient dispensés d'acquitter de lourdes primes de réassurance et d'immobiliser d'importants capitaux. Les débats du Con-

grès de Pau devaient confirmer la justesse de ce point de vue. En effet, M^e Gabriel Arnaud abandonna sa position, quand les actuaires eurent démontré qu'une caisse de réassurance n'était pas viable. Il se rallia au principe de la caisse unique. Une intervention active de M. le Bâtonnier Planty emporta, le 27 Mai 1938, le vote, par l'Assemblée Générale de l'Association Nationale des Avocats, la création d'une Caisse Centrale de Retraites.

CHAPITRE II

LE RÉGIME ACTUEL DES RETRAITES

La Caisse Centrale des Barreaux Français et la Caisse du Barreau de Paris

Bien que nous soyons fort avancés dans la voie de l'unification, il n'y a pas encore, à l'heure actuelle, un seul régime de retraites. Sans doute, la majorité des barreaux français a donné son adhésion à la Caisse Centrale des Barreaux, mais, le Barreau de Paris a conservé son organisation particulière et quelques barreaux de province sont encore dissidents.

C'est pourquoi, il nous faudra tout d'abord examiner, le régime des adhérents de la Caisse Centrale, puis le régime des avocats parisiens, enfin, la situation des rares barreaux dissidents.

Les statuts de la Caisse Centrale des Barreaux Français furent élaborés le 27 Mars 1938, au Congrès de Pau : 80 barreaux groupant plus de 2.000 membres, apportèrent, dès l'origine, leur adhésion à la Caisse des Retraites. Ainsi, dès le début, cet organisme remplissait les conditions fixées par le décret du 26 Avril 1938.

L'objet de la Caisse est défini par l'art. 2 des statuts : « elle reçoit et répartit entre les avocats

remplissant les conditions fixées, le produit des droits de plaidoirie qui ont été perçus au profit de l'ensemble des barreaux adhérents, sous réserve d'une ristourne à chaque barreau, en vue de la Prévoyance qui ne pourra excéder 10 % de ses propres droits ».

Ainsi, est très brièvement indiqué le fonctionnement de la Caisse. Chaque barreau verse trimestriellement, l'intégralité de ses droits de plaidoirie à la Caisse Centrale. Cependant, pour obéir aux prescriptions de la loi de 1921 et du décret de 1938, qui ne limitent pas les œuvres de prévoyance à la seule retraite, une ristourne de 10 % est versée aux barreaux. Elle alimente les caisses particulières des barreaux qui peuvent toujours subsister. Les barreaux conservent, en effet, la charge des services de prévoyance, qu'il leur paraît bon d'organiser.

La Caisse Centrale, outre les droits de plaidoirie, est alimentée par les dons et legs et subventions qu'éventuellement elle peut recevoir.

Les dépenses de la Caisse sont constituées par les frais d'administration, les ristournes pour la prévoyance et surtout, les allocations qu'elle verse trimestriellement aux pensionnés.

La Caisse est dirigée par un Conseil de Direction nommé par l'Assemblée Générale. Celle-ci est composée des délégués des barreaux adhérents. Chaque barreau possède une voix : les barreaux comptant plus de 30 membres, ont une voix supplémentaire par fraction de 20 membres au-dessus de 30, avec un maximum de 10 voix. L'assemblée approuve le Règlement Intérieur, ainsi que la gestion de la caisse ; elle décide de la modification des statuts et, d'une façon générale, de toutes les questions importantes intéressant la caisse. Le comité de Direc-

tion dirige la caisse ; il comprend 30 membres et, est présidé par le Président de l'Association Nationale des Avocats, assisté d'un bureau composé de deux à quatre vice-présidents, un secrétaire général, un trésorier et un trésorier-adjoint. Le Conseil de Direction a des pouvoirs très étendus : Il fixe, notamment chaque année, le taux des pensions de retraites à servir : il détermine les modalités de la gestion des fonds et établit le règlement intérieur.

Telles sont les principales dispositions des statuts de la Caisse.

Nous allons maintenant examiner les conditions qu'il faut remplir pour prétendre à la retraite.

Il faut, pour cela, prescrire le règlement intérieur, avoir exercé effectivement la profession pendant quarante ans et avoir atteint l'âge de 65 ans ; la retraite est acquise, même si le candidat a démissionné entre 60 et 65 ans. Certains représentants du barreau avaient voulu que l'âge de la retraite fût abaissé de 65 ans à 60 ans et la durée d'exercice de 40 à 35 ans, mais un tel vœu, généreux en soi, aurait pu avoir des conséquences graves pour l'équilibre financier de la caisse. Pour remédier à la rigueur de cette situation, il fut décidé que les années de guerre effectuées dans une unité combattante, soit avant, soit après l'inscription au barreau, seraient comptées comme exercice professionnel. Pour bénéficier de la retraite, il faut avoir cessé d'exercer la profession, mais la pension peut se cumuler avec toute pension civile ou militaire et avec tous les avantages particuliers que chaque barreau peut accorder à ses membres. Pour obtenir la pension, les candidats doivent présenter leur demande à leur propre barreau qui les transmet au bureau de la

caisse pour être soumises au conseil de direction. Celui-ci prend obligatoirement l'avis du conseil de l'ordre intéressé qui doit fournir tous les renseignements nécessaires. Telles sont les grandes lignes de l'organisation de la caisse. Nous allons maintenant examiner son importance et les premiers résultats obtenus.

Nous avons déjà indiqué qu'à sa fondation, la Caisse Centrale des Barreaux Français, comptait 80 Barreaux groupant près de 2.000 membres ; actuellement, la Caisse comprend 124 barreaux représentant plus de 3.600 avocats. En effet, certains barreaux importants comme Lyon, Nantes et Caen, qui avaient adopté le système de l'affiliation de leurs membres à la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse, avaient différé leur adhésion. Malgré l'opinion de l'Association Nationale, ils espéraient conserver leur système et s'appuyaient sur une réponse adressée à la suite d'une question posée par le Barreau d'Alençon, par l'intermédiaire de M. Darriac, député de l'Orne : « les Barreaux qui constituent les pensions de retraites de leurs membres par les versements à une caisse publique telles que la Caisse Nationale, peuvent, au terme de l'art. 2 du décret du 26 Février 1938, bénéficier des allocations visées à l'art. 1, s'ils observent par ailleurs les autres conditions fixées par ce décret et sous réserve du contrôle confié au Garde des Sceaux et au Ministre des Finances par les art. 3 et 4 du même texte ». Mais, par suite des difficultés rencontrées et malgré cette réponse favorable, les Barreaux se rangèrent à l'opinion exprimée par l'Association Nationale et adhérèrent à la Caisse Centrale. Dans son rapport moral présenté le 18 Mai 1939, M^e Sarran exposait la situation de la Caisse « depuis le 1^{er} Avril 1938, la Caisse avait inscrit 80 retraités dont 69 avaient le droit à

une allocation annuelle de 10.000 fr. » (1) ; en 1940, ce chiffre s'élevait à 103. Il y a tout lieu de supposer que ce chiffre augmentera encore ; en effet, suivant les calculs effectués par M^e Sarran, prenant pour base les chiffres fournis par le Barreau de Paris, on peut évaluer à 5 % la proportion des retraités par rapport à celle des membres adhérents.

Le 21 Octobre 1939, M. Pothémont (2), conseiller technique de la Caisse, exposait la situation financière de celle-ci : elle avait encaissé, pour la période du 1^{er} Mars 1938 au 30 Septembre 1939, 3.152.156 fr. La moyenne annuelle ressortait donc à près de 2.000.000 de francs. Si on en déduit la ristourne, le montant annuel des droits, que doit percevoir la Caisse Centrale, serait, d'après les résultats constatés au cours de la période initiale de son fonctionnement, de 1.800.000 fr. En 1939, le montant des arrérages à payer atteignait, avec 88 retraités, 900.000 fr. Le fonds de réserve pouvait être crédité de 900.000 fr. qui s'ajouteraient aux 2.000.000 de francs que la Caisse possède actuellement.

La Caisse, en effet, a adopté le système de la répartition, le seul possible d'ailleurs, puisqu'il aurait fallu capitaliser pendant un nombre d'années considérable avant de pouvoir songer à verser une retraite : ce système de la répartition est normal, puisque les droits de plaidoirie constituent une recette annuelle. Pour parer à d'éventuelles moins-values, un fonds de réserve a été créé.

Au cours de cette même séance, le conseil de direction a décidé, à raison de la baisse inévitable

(1) Assemblée gén. de la Caisse. Rapport moral de M^e Sarran. Btin Ass. Nle des Avocats, n^o 72, 1939.

(2) Bull. Ass. Nle, n^o 72, p. 6.

des recettes dues à la guerre, de réduire l'allocation annuelle versée aux retraités. Il était prévu qu'une nouvelle réduction interviendrait, si les circonstances l'exigeaient. Ces sombres prévisions ne devaient pas, heureusement, se réaliser, bien au contraire, puisque, en 1941, l'allocation a été à nouveau portée à 10.000 fr. ; la situation financière de la Caisse est excellente puisque les réserves atteignent près de 4.000.000 de fr., ce qui permet à ses organisateurs d'envisager l'application de la réversibilité.

Après avoir examiné le régime des retraites, tel qu'il existe pour l'ensemble du Barreau Français, nous allons exposer rapidement ce qui a été réalisé par le Barreau de Paris.

La Caisse de Retraites et de Prévoyance du Barreau de Paris, est plus ancienne que la Caisse Centrale des Barreaux Français, puisque sa fondation remonte à 1922. Cette Caisse, répondant aux conditions exigées par le décret de 1938, puisque le Barreau de Paris comprend 2.500 membres, a pu conserver son organisation indépendante. L'étude des statuts de cette Caisse permet de constater qu'ils sont à peu près identiques à ceux de la Caisse Centrale. Les mêmes conditions d'âge et d'exercice sont exigées de ceux qui veulent prétendre au bénéfice de la retraite. Les ressources essentielles sont également constituées par les droits de plaidoirie. Cependant, les avocats parisiens doivent acquitter, en plus, une cotisation, dont le montant est de 200 fr. pour ceux qui sont inscrits depuis plus de 10 ans. Les avocats stagiaires de 3^e année, de 300 fr. pour les avocats inscrits de la 4^e à la 10^e année, de 400 fr.

L'administration de la Caisse est tout naturellement assurée par le Conseil de l'Ordre.

Les statuts prévoyaient (c'était là un avantage

certain sur la Caisse Centrale) qu'un système de retraite proportionnelle et réversible devait fonctionner à partir d'Octobre 1941.

La retraite proportionnelle devait être assurée aux avocats ayant au moins 30 années d'exercice et 65 ans d'âge. Eventuellement, les avocats, atteints d'une maladie, dûment constatée et les rendant définitivement inaptes à l'exercice de la profession, pouvaient en bénéficier. La réversibilité était organisée de la façon suivante : le conjoint survivant ou les enfants mineurs du défunt devaient avoir droit à la retraite normale ou proportionnelle, pourvu que le défunt ait réuni au jour du décès, les conditions nécessaires pour avoir droit, personnellement, à ce bénéfice. Le montant de la retraite, ainsi réversée, aurait été égal à la moitié du montant de la retraite de l'avocat décédé. Cependant, les conditions particulièrement difficiles que nous connaissons, ont obligé le Conseil de l'Ordre à ajourner l'application de ces mesures.

Le taux de l'allocation qui était de 10.000 fr., comme celui de la Caisse Centrale, a dû, pour la même raison, être ramené à 8.000 fr. Notons, pour terminer, que le Barreau de Paris a versé, en 1938, 109 pensions de 10.000 fr., ce qui représente l'équivalent de ce qui a été versé par la Caisse Centrale.

Comme le Barreau de Paris, les Barreaux Alsaciens-Lorrains ont conservé leur indépendance. Nous avons vu l'organisation de premier ordre, qu'ils ont réussi à mettre sur pied dans le domaine de la Prévoyance. La question de la retraite qui n'a pas été abordée de front a été résolue indirectement et de façon, semble-t-il, satisfaisante. Lorsque l'avocat a atteint l'âge de 68 ans, il peut être considéré comme invalide total et prétendre ainsi soit au capital

soit à la rente correspondante fixés chaque année par l'Assemblée Générale ; rappelons que la Caisse Confraternelle des Barreaux Alsaciens-Lorrains a versé, pour cinq décès et deux cas d'invalidité, une somme de 425.000 fr.

Cependant, un certain nombre de Barreaux ont gardé leur indépendance, mais indépendance beaucoup moins justifiée dans leur cas, puisqu'ils ne sont pas affiliés, selon le vœu du législateur, soit à une Caisse publique, soit à une Caisse professionnelle de plus de 1.000 membres. Ainsi, 35 Barreaux, groupant plus de 700 avocats sont dissidents, parmi ceux-ci figurent deux Barreaux importants : ceux de Toulouse et d'Alger. Ce dernier servait déjà à ses membres une retraite de 12.000 fr. et a voulu conserver cet avantage. Quant au Barreau de Toulouse, ainsi que ceux d'Avignon, d'Alençon et de Poitiers, ils ont maintenu le système du livret individuel, voulant assurer à leurs membres le bénéfice des versements déjà effectués.

CHAPITRE III

APPRÉCIATION CRITIQUE DE CE RÉGIME

L'organisation d'une retraite est incontestablement un immense progrès. Les fondateurs de la Caisse Centrale ont eu beaucoup de mérite à mettre sur pied cet organisme : ils ont réussi à triompher des difficultés suscitées par l'esprit souvent trop indépendant des Barreaux, à financer leur œuvre en obtenant du législateur une augmentation importante des droits de plaidoiries. Avec un maximum d'efforts, ils ont obtenu les résultats les plus satisfaisants. Il nous faut donc reconnaître que le régime des retraites est, à l'heure actuelle, aussi satisfaisant qu'il est possible, et, les quelques critiques que nous allons formuler seront ou d'ordre général et quelque peu théoriques, ou simplement de détail.

Une première critique, qui se présentera de suite à l'esprit, est celle-ci : le taux de la retraite de l'avocat n'est-il pas exagérément modeste ? Nous avons vu, en effet, que les allocations versées, étaient extrêmement modiques : 8.000 fr. à Paris, 10.000 fr. pour les avocats appartenant à des Barreaux affiliés à la Caisse Centrale. C'est une somme minime quand on la compare aux retraites allouées par l'Etat à ses fonctionnaires : les plus modestes agents de l'Etat, tels que les garçons de bureau, ont une retraite de 6.000 fr. Un adjudant, après 25 ans de service, touche une pension de 19.000 fr. Comme

le dit M^e Sarran, le taux de la retraite est en discordance absolue avec la condition sociale de l'avocat. Au moment de la discussion de la proposition Pomaret, le chiffre de 24.000 fr., qui est celui que la ville de Paris se proposait de verser aux médecins des hôpitaux, avait été arrêté. Mais, pour se permettre d'arriver à un taux semblable, il faudrait trouver de nouvelles ressources. La difficulté, à l'heure actuelle, paraît insurmontable. Il serait, en effet, téméraire de proposer à cet effet, un système de cotisations obligatoires. Pour atteindre le taux de 24.000 francs, la contribution personnelle serait d'environ 1.000 fr. Cette somme semblera souvent trop élevée à la majorité des avocats, qui ont déjà à couvrir, à l'aide de cotisations ou assurances personnelles, d'autres risques.

Il ne saurait être question, d'autre part, d'une participation financière de l'Etat. Si, à titre exceptionnel, des subventions limitées sont possibles, l'ordre des Avocats écarte énergiquement, toute idée de prise en charge totale des retraites destinées aux vieux avocats. Les traditions d'indépendance du Barreau s'opposent à un tel régime, puisqu'il aurait pour résultat de le soumettre à une tutelle administrative, de plus en plus étroite.

Le taux actuel de la retraite semble donc devoir être maintenu. Evidemment, la modicité de ce taux, n'est pas, pour les vieux avocats, un encouragement à cesser l'exercice de leur profession, et, le but de la proposition Pomaret : faciliter l'ascension des jeunes, n'est donc pas atteint.

Une seconde critique se lie à la première : non seulement la retraite est modique, mais encore, elle peut être instable. Il est à remarquer que toute retraite servie par un organisme privé, présente, par définition, ce caractère d'instabilité. En effet, en

face de bouleversements économiques, l'organisme privé ne peut trouver de ressources sur l'heure. Comme le disait très bien, M^e Pierre Véron (1) : « seul, l'Etat peut pallier les désastres causés par les fluctuations de la monnaie et l'élévation du coût de la vie, en procédant à des opérations appelées péréquation, rajustement, humanisation, etc., car il assure le service des retraites, des pensions, en prélevant les arrérages sur le produit de l'impôt recouvré pendant l'année. Il n'a qu'à élever les impôts de l'année suivante et le problème est résolu ».

Puisqu'en matière de retraite d'avocat, nous repoussons l'intervention de l'Etat, nous devons envisager la possibilité de cet aléa. Déjà, nous avons pu enregistrer un exemple de ce genre, lorsqu'à la suite de la déclaration de guerre les retraites ont été abaissées de 10.000 fr. à 8.000 fr. Ceci nous démontre clairement, que plus que tout autre organisme privé, peut-être, la Caisse Centrale des Barreaux Français subira le contrecoup des crises économiques. D'autres organismes peuvent avoir des ressources, qui, soumises à la répercussion générale, ne sont pas en relation directe avec la crise elle-même : au contraire, les droits de plaidoirie sont intimement liés à toute variation dans ce domaine : plus la prospérité est grande, plus les affaires sont nombreuses et vice versa.

L'instabilité de la retraite pourra également provenir d'un autre facteur : le nombre variable, mais qui peut croître en importance, des retraites à servir. A l'heure actuelle, tous les ayants-droits n'ont pas sollicité le bénéfice de la pension. Nous avons

M^e Pierre Véron : Rapport sur la proposition Pomaret. Btin Ass. Nle, n^o 62, 1937, p. 92.

déjà dit que le Barreau de Paris, avec 2.550 membres, servait 109 pensions, soit une proportion de 5 %. Si nous adoptons ce chiffre pour la Caisse Centrale, elle pourrait être appelée à verser 180 pensions, soit 1.800.000 fr. Or, c'est exactement cette somme que perçoit la Caisse. Si ce pourcentage se trouvait quelque peu dépassé, son équilibre financier se trouverait donc gravement compromis. Aussi, à l'Assemblée Générale du 18 Mai 1939, M^e Rousselon (2) s'exprimait ainsi : « En lisant attentivement les comptes, nous voyons que si l'on a donné 10.000 fr. de retraite, c'est parce que tous les ayants-droits ne l'ont pas demandée. Si tous l'avaient demandée, ce n'est pas 10.000 fr., mais 4.000 fr. environ que l'on aurait donné. »

Le problème de l'équilibre financier de la Caisse se pose donc avec acuité. Malheureusement, il est insoluble tant que les ressources essentielles de la Caisse seront uniquement constituées par les droits de plaidoirie:

Ainsi, en raison de ce taux modique et de cette instabilité, l'allocation versée aux vieux avocats ne présente pas les caractères d'une véritable retraite, mais apparaît plutôt comme un secours accordé à des confrères âgés. Aussi, est-il intéressant de comparer la situation faite aux retraités adhérents à la Caisse Centrale et celle qu'apporte, en la matière de retraite, l'Aide Confraternelle, aux avocats des Barreaux Alsaciens-Lorrains. Il nous sera, ainsi, facile d'apprécier laquelle présente le plus d'avantages.

L'Aide Confraternelle n'a pas visé directement

(2) M^e Rousselon, Intervention, Bull. Ass. Nie, n^o 72, 1939, p. 390.

la retraite, mais, à l'âge de 68 ans et après 5 ans de participation à la Caisse, l'avocat est assimilé à l'invalidé total. Il a droit à une somme fixée, chaque année, par l'Assemblée Générale et transformée, s'il le désire, en rente, auprès de la Caisse Nationale des Retraites. Le capital versé a été, en moyenne, de 50.000 francs.

Il est certain que le traitement des retraités de la Caisse Centrale des Barreaux Français est plus avantageux, il l'a été dès le début et il est à prévoir qu'il continuera de l'être, même si, en raison du nombre croissant des retraités, le taux actuel doit être diminué. Il y a pourtant lieu de se demander s'il n'eût pas été préférable, à l'exemple de l'Aide Confraternelle, de ne pas sacrifier complètement tous les autres problèmes de prévoyance à celui de la retraite. La situation de l'avocat, frappé d'invalidité dans la force de l'âge, est aussi intéressante que celle de l'avocat âgé, obligé d'abandonner tardivement l'exercice de sa profession. Peut-être, eût-il été préférable de réserver la possibilité de remédier soit à l'une, soit à l'autre, en proportion des moyens financiers de la Caisse. Si cette solution n'a pas été envisagée, il faut en chercher la cause dans cette raison qu'à certaines époques, certains problèmes présentent plus d'acuité. Actuellement, celui des « vieux travailleurs » est à l'ordre du jour, il semble donc devoir être satisfait avant tous autres.

Mais, il n'y a pas lieu de revenir sur les réalisations qu'il est toujours si difficile d'effectuer. Un organisme complet a été créé pour assurer la mise en marche d'un régime des retraites, c'est déjà un résultat essentiel : il doit être résolument maintenu et nous souhaitons, seulement, que les « réalisations » s'effectuent, aussi, dans les autres domaines.

Cependant, nous nous devons de terminer cette brève appréciation, par une critique d'un ordre plus particulier : elle repose sur ce fait que la Caisse Centrale n'est pas un organisme unique. Nous pouvons, en effet, constater que l'équilibre financier de la Caisse, assuré actuellement, court le risque de se trouver un jour gravement compromis. Pour les mêmes raisons, la Caisse du Barreau de Paris se trouve dans la même situation. L'institution de la Caisse Unique pallierait, en partie, à cette instabilité : il est évident que plus les adhérents seront nombreux, plus l'édifice sera solide. Autre inconvénient, auquel remédierait la création d'une caisse unique : les difficultés qui, actuellement surgissent au sujet du contrôle. Le contrôle du versement des droits de plaidoiries à la Caisse Centrale par les Barreaux adhérents, est organisé par le Règlement Intérieur. L'état de perception des droits doit être certifié conforme par le Bâtonnier et ce dernier doit en envoyer le montant trimestriellement. Or, dans son rapport moral, M^e Sarrau constatait « qu'un trop grand nombre de Barreaux étaient en retard d'un ou de deux semestres » (3). Certes, il n'est pas question, de mettre un instant en doute la loyauté totale des barreaux, mais il n'est pas moins vrai que par suite de ces retards et de ces négligences, certaines omissions peuvent se produire. Aucune sanction n'a été envisagée contre cette défaillance, et, s'il était question de suspendre les versements aux retraités des barreaux négligents, cette mesure, frappant des irresponsables, serait injustifiée.

De plus, actuellement, par suite de la dualité des Caisses, des fuites certaines existent. M. le Bâ-

(3) Sarrau. Rapport moral. Btin Ass. Nle des Avocats, n^o 72, 1939.

tonnier Planty cite un exemple typique (4) lorsque les avocats de province viennent plaider à Paris, le greffier, soit par ignorance, soit par négligence, porte sur la feuille d'audience la mention « avocat à la cour » qui est inexacte : aussi, la Caisse Centrale est-elle frustrée chaque année, de sommes importantes. L'inverse se produira rarement.

A ces inconvénients, la Caisse Unique apporterait le remède efficace. Les recettes rentreraient aisément et le contrôle serait automatique : il suffirait, au Trésorier de la Caisse, de s'adresser à la direction de l'enregistrement, pour connaître le nombre des affaires qui, pendant le cours du trimestre, ont été soumises aux droits de plaidoirie. Comme il est prévu que la ristourne de 10 % aux Barreaux, pour les œuvres de prévoyance, doit être effectuée par la Caisse elle-même (et non par prélèvement préalable), l'intégralité des droits de plaidoirie serait donc versée à la Caisse Unique.

Les partisans de l'universalité de la Caisse sont déjà nombreux et le barreau de Paris, le principal intéressé, n'y est pas irréductiblement hostile.

(4) Planty. Intervention. Btin Ass.Nle des Av. n°72, 1939.

CONCLUSION

L'exposé que nous venons de faire des principales questions, que soulève, aujourd'hui, l'aspect économique de la profession d'avocat, nous a permis de constater que celle-ci se trouve en pleine évolution. Certaines conceptions traditionnelles, mais, à notre époque, surannées, sont complètement abandonnées, telle celle de l'honoraire, présent gratuit, don spontané de la reconnaissance du client : d'autres ont déjà subi de très sérieuses atténuations, telles celles de la gratuité intangible de l'Assistance Judiciaire qui, en aucun cas, ne permettait à l'avocat d'office d'accepter la moindre rétribution de son client ; celle de l'indépendance absolue qui défendait, d'une façon générale, d'intenter contre le client la moindre action en réclamation d'honoraires.

Par contre, si les vieilles conceptions cèdent, chaque jour, devant les nécessités pratiques, de nouvelles, suscitées par ces mêmes nécessités, s'élaborent. Ainsi est née l'idée de la protection de la profession : protection contre l'incompétence des jeunes, d'où les obligations plus précises et plus réelles du stage, la question, mise à l'ordre du jour, du pré-stage ; protection contre l'incompétence de certains mandataires, d'où les diverses mesures qui étendent le privilège de l'avocat, le tout récent projet qui lui assurerait le monopole des justices de paix. Puis, autre idée ayant aussi sa source dans le côté économique de la vie professionnelle, protection de la personne de l'avocat à qui la retraite

assure la sécurité de ses vieux jours, à qui le bénéfice des allocations familiales apporte l'aide nécessaire par ses charges de famille.

Le trait caractéristique que présente à l'heure actuelle la profession d'avocat est celui-ci : les vieilles conceptions ne sont pas encore révolues complètement et bien des règles atténuées dans leur rigueur subsistent encore, non seulement dans leur principe mais dans leur possibilité d'application ; au contraire les nouvelles au point de vue réalisation pratique, en sont encore à leur période d'essai.

Aussi est-il souhaitable que tous les efforts soient faits dans le domaine nouveau, pour organiser de façon vraiment efficace la protection de la profession et celle de l'avocat : efforts du législateur qui rédigera les textes nécessaires et supprimera les dispositions inopportunes, efforts surtout des organismes professionnels, dont l'activité est à l'origine de toutes modifications heureuses, de tout remède satisfaisant, de tout correctif indispensable. Certes, il y aura encore beaucoup à faire en matière de prévoyance, de protection familiale, de retraite, mais il faut constater que l'essentiel est fait et que de plus, il est des limites qui ne sauraient être franchies. En effet, assurer un régime parfait des retraites, de la prévoyance, des allocations familiales est chose impossible dans la profession d'avocat telle qu'on la conçoit actuellement c'est-à-dire dans une profession absolument indépendante et ne subissant si peu que que ce soit le contrôle de l'Etat. Les ressources des Barreaux seront toujours limitées et comme toutes les ressources privées soumises à l'instabilité des phénomènes économiques ; la subvention réduite de l'Etat peut bien être envisagée avec le corollaire d'un contrôle financier restreint mais non la prise en charge totale qui impliquerait un contrôle complet

et ferait de l'avocat un véritable fonctionnaire. Les partisans d'une telle transformation de la profession seront assurément peu nombreux. L'indépendance de l'avocat est de l'essence même de la profession si elle doit, elle aussi s'adapter quelque peu à l'évolution actuelle et perdre un peu de sa rigidité, elle doit néanmoins demeurer intacte dans ses caractères essentiels. La protection de l'avocat, sans être parfaite, peut d'ailleurs être suffisante et comme en ce domaine l'avocat a généralement la possibilité d'apporter sa contribution personnelle, il y a tout lieu de supposer que le régime de l'avenir saura répondre aux besoins.

La protection de la profession est tout entière, elle, du domaine de l'effort législatif. Il est regrettable que certaines pressions se soient souvent exercées au Parlement pour empêcher d'utiles réformes d'aboutir. La constitution nouvelle dont le Maréchal a doté la France permettra-t-elle d'éviter les influences de ce genre ? Nous ne pouvons que le souhaiter et l'espérer.

Quant à l'achèvement de la révision des conceptions périmées, ce sera l'œuvre des Barreaux eux-mêmes de le mener à bien. Avec l'appui du législateur, la réforme de l'assistance judiciaire entraînera la réforme des règles professionnelles qui se révèlent comme trop étroites. Les règlements intérieurs des Barreaux pourront faire mention de la possibilité pour l'avocat de réclamer ses honoraires en justice, de la possibilité de s'associer entre confrères, de manier des fonds, etc., toutes réformes de détail qui auraient une si heureuse répercussion sur la situation économique de l'avocat. L'élargissement des règles professionnelles pourra se faire sans danger si les prérogatives des Conseils d'Ordre ne subissent aucune atteinte.

Il est en effet un aspect de la profession d'avocat pour qui l'évolution semble avoir été en concordance avec la tradition : l'organisation corporative. Les bienfaits de cette organisation sont tellement évidents que tout récemment les médecins à leur tour se sont rendus à la nécessité de créer l'Ordre des Médecins.

En maintenant dans toute sa rigueur le contrôle disciplinaire de l'Ordre, la profession pourra heureusement poursuivre son adaptation tout en sauvegardant ses traditions essentielles, d'honneur et d'indépendance.

Vu : *Le Doyen,*
G. RIPERT.

Vu : *Le Président,*
SOLUS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Doyen de la Faculté des Sciences,
chargé des fonctions de Recteur de l'Académie de Paris,
MAURAIN.

BIBLIOGRAPHIE

- ATCARD. — Rapport sur la Caisse des Retraites. Bulletin de l'Association Nationale des Avocats. Juillet 1926.
- AMBLARD. — Rapport sur la Prévoyance. Bull. Ass. Nle, n° 64, 1937.
- APPLETON. — Traité de la Profession d'Avocat, 1923.
- BOSVIEL. — La patente. Bull. Ass. Nle, Juillet 1931.
- BOUSCATIER. — La possibilité d'augmenter la retraite des avocats, par le jeu des Assurances Sociales. Bull. Ass. Nle, Avril 1930.
- BREUILLAC. — Rapport sur l'Association entre Avocats. Bull. Ass. Nle, n° 27, 1939.
- CHESNE. — Rapport sur l'Assistance Judiciaire. Bull. Ass. Nle, n° 60, 1936.
- COUTRET. — Rapport sur l'Association entre Avocats Inscrits. Bull. Ass. Nle, n° 31, 1929.
- CRESSON. — Usages et Règles de la Profession d'Avocat, 1888.
- DES CRESSONNIÈRES. — Entretiens sur la Profession d'Avocat et les Règles Professionnelles, 1921. Bruxelles.
- GARÇONNET et CÉSAR-BRU. — Traité de procédure, 3^e édition.
- GLASSON et TISSIER. — Précis de procédure, 2^e édition.
- GUIFFARD. — La question des retraites. Bull. Ass. Nle, Juillet 1923.
- GABRIEL-ARNAUD. — Rapport Moral sur la Caisse Centrale des Retraites. Bull. Ass. Nle. n° 68, 1938.
- JEHL. — Intervention au Congrès de Besançon sur la question de la retraite. Bull. Ass. Nle, n° 64, Juillet 1937.
- JOVART. — La caisse des Retraites. Bull. Ass. Nle, Janv. 1922.

- Réforme de l'Assistance Judiciaire. Bull. Ass. Nle, Octobre 1922.
- La caisse des Retraites. Bull. Ass. Nle, n° 62, 1937.
- Rapport sur l'Assistance Judiciaire. Bull. Ass. Nle, n° 22, 1927.
- Les déclarations fiscales. Bull. Ass. Nle, n° 62, 1937.
- LABOURET. — Les honoraires. Thèse, 1906.
- LAURENT. — Principes de droit civil. Tome 27.
- LE PAULLE. — Rapport sur l'Association entre Avocats. Bull. Ass. Nle, n° 72, 1939.
- LHERMITTE. — Rapport sur la réclamation des honoraires en Justice. Bull. Ass. Nle. Juillet 1933, et discussion de ce rapport. Bull. Ass. Nle, n° 52, 1934.
- LIOUVILLE. — De la Profession d'Avocat, 1868.
- MICHEL. — Les impôts des professions libérales. Bull. Ass. Nle, n° 63, 1937.
- MOREL. — Traité de Procédure. Sirey, 1932.
- PAYEN et DUVEAU. — Règles de la Profession d'Avocat et Usages du Barreau de Paris, 1936.
- POTHIER. — Du mandat ; édition Bugnet, Tome III.
- PHILLIPART. — La réforme de l'Assistance Judiciaire. Bull. Ass. Nle, Avril 1923.
 - Rapport sur le fonctionnement de l'Assistance Judiciaire. Bull. Ass. Nle. Juillet 1926.
- RAGON. — Rapport sur l'Assistance Judiciaire. Bull. Ass. Nle, n° 72, 1939.
- RANDOUX. — L'Accès au Barreau et les Pouvoirs du Conseil de discipline. Thèse 1910.
- ROBIOU DU PONT. — Rapport sur la Patente. Bull. Ass. Nle. Juillet 1928.
- ROGNONI. — Projet de création d'une Caisse Nationale des Retraites. Bull. Ass. Nle, n° 64, 1937.
- SARRAN. — Rapport sur l'Organisation des Retraites Professionnelles. Bull. Ass. Nle. Oct. 1923.
 - Projet de création d'une Caisse des Retraites. Bull. Ass. Nle. Juillet 1924.

- La loi sur les Assurances Sociales et les Retraites Professionnelles. Bull. Ass. Nle. Octobre 1929.
- La Patente. Gazette du Palais, 28 Janvier 1932.
- Etat actuel des questions fiscales. Bull. Ass. Nle, Juillet 1933.
- Rapport sur la Caisse des Retraites. Bull. Ass. Nle, n° 64, 1937.
- Rapport sur la Proposition Pomaret. Bull. Ass. Nle, n° 65, 1937.
- La Patente. Bull. Ass. Nle, n° 66, 1938.
- SERGEANT. — Nature Juridique du Ministère de l'Avocat (Responsabilité, Honoraires). Thèse, 1901.
- SIMON. — L'Assistance Judiciaire. Bull. Ass. Nle, n° 39, 1931.
- VAISSIÈRE DE LAVERGNE. — Rapport sur la Proposition Pomaret. Bull. Ass. Nle, n° 62, 1937.
- VERON. — Rapport sur la Proposition Pomaret. Bull. Ass. Nle, n° 62, 1937.
- VASSEUR. — L'Ordre et le Tableau des Avocats. Thèse, 1900.
- WAHL. — Du Mandat, 3^e édition.
- WEILL. — L'Association entre hommes de loi aux Etats-Unis. Bull. Ass. Nle, n° 37. Juillet 1930.

Nous avons également consulté :

- Statuts de la Caisse d'Allocations Familiales des Professions Intellectuelles.
- Statuts de la Caisse Centrale des Barreaux Français.
- Statuts de la Caisse de Prévoyance de Paris.
- Statuts de la Caisse de Prévoyance des Barreaux Alsaciens.
- Statuts de la Caisse de Prévoyance du Barreau de Versailles.
- Statuts de la Caisse de Grenoble.
- Statuts de la Caisse d'Allocations Familiales des Notaires.
- Règlement Intérieur de la Caisse Centrale des Barreaux Français.
- Règlement Intérieur de la Caisse des Allocations Familiales des Professions Intellectuelles.
- Règlements Intérieurs des Barreaux de Paris et de Versailles.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Assistance Judiciaire et les jeunes avocats</i>	15
CHAPITRE II. — <i>Avantages économiques de l'Association d'Avocats</i>	29

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La réclamation des honoraires en Justice</i>	41
CHAPITRE II. — <i>La situation fiscale de l'Avocat</i>	61
CHAPITRE III. — <i>Le problème des Allocations Familiales</i>	69
CHAPITRE IV. — <i>Le problème de la Prévoyance</i>	83

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les premières initiatives en matière de retraites</i>	93
CHAPITRE II. — <i>Le régime actuel des retraites : La Caisse centrale des Barreaux Français et la Caisse du Barreau de Paris</i>	103
CHAPITRE III. — <i>Appréciation critique de ce régime</i>	111
CONCLUSION	119
BIBLIOGRAPHIE	123

